

***l'Anti*capitaliste**

n°317 | 24 décembre 2015 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**Il nous offre
l'AUSTÉRITÉ
la GUERRE
et la
RÉPRESSION**



**PAS de CADEAUX
au GOUVERNEMENT PS-MEDEF !**

Dossier

**LE JOUET:
De l'industrie à
l'idéologie** Pages 6 et 7

ÉDITO
L'arnaqueur
Page 2

PREMIER PLAN
Syrie: nouveau ballet
diplomatique... et
tragique Page 2



ACTU INTERNATIONALE
État espagnol: les enjeux sont
de taille
Page 5

LIBRE EXPRESSION
Souscription 2015:
une seule bonne raison!
Page 12



édito

Par SANDRA DEMARCO

L'arnaqueur

La nouvelle a fait avec beaucoup de complaisance la une des médias du week-end, en particulier celle du *Journal du dimanche* dans lequel il a donné une interview : Bernard Tapie revient en politique ! Non vous ne rêvez pas, et a priori, malgré de douces températures, nous ne sommes pas le 1^{er} avril. Son retour est évidemment pour la bonne cause puisque, si Bernard Tapie revient en politique, c'est parce que le devoir l'appelle. Il a entendu le « signal d'alarme » des régionales et propose donc de mettre ses « compétences » au service du pays pour faire reculer le FN, comme il l'a fait aux élections européennes de 1994... Rien que ça ! L'acteur, chanteur, businessman, éphémère ministre de la Ville sous Mitterrand, et ami de Sarkozy, est bien le symbole de l'affairisme des « années fric » et de la conversion de la gauche au culte de la Bourse et des entrepreneurs licenciés. Ces dernières années, Tapie est surtout connu par l'affaire politico-judiciaire Adidas. Il vient même d'être condamné début décembre à rembourser plus de 404 millions d'euros qui lui avaient été gracieusement donnés en 2008 par le gouvernement de son ami Sarkozy. Mais ce n'est pas tout puisqu'il a aussi été mis en examen pour escroquerie en bande organisée et a même été condamné d'une peine de prison ferme. Mais de ce curriculum, il ne semble en avoir cure et veut apparaître comme un rempart au Front national, un nouveau Monsieur Propre !

Cela ne vous rappelle personne ? En juillet 2014, Sarkozy déjà nous faisait le même coup. Quelques heures à peine après sa mise en examen pour « corruption active » et « trafic d'influence » dans une de ses nombreuses « affaires », il officialisait son comeback politique. C'était « un devoir » et lui seul pouvait faire reculer le FN. Le résultat des dernières régionales lui sera cruel...

Un épisode qui montre une fois encore que toutes les leçons des régionales n'ont pas été tirées, en particulier le profond rejet, ici comme de l'autre côté des Pyrénées dans l'État espagnol, d'un personnel politique – de gauche comme de droite – totalement discrédité tant par les politiques qu'il mène que par les affaires qu'il traîne...

BIEN DIT

L'état d'urgence et le climat de guerre intérieure alimenté par le gouvernement contribuent au renforcement des amalgames et aux pratiques discriminantes, notamment de la part des forces de police. Ce ne sont pas « les terroristes qui sont terrorisés », ce sont des jeunes et des populations victimes de l'arbitraire en raison de leur origine et/ou de leur religion qui voient leur situation encore davantage fragilisée.

Extrait de l'appel unitaire « Sortir de l'état d'urgence » rendu public jeudi 17 décembre, appel signé d'un grand nombre d'associations et d'organisations syndicales

À la Une

Pas de cadeaux au gouvernement PS-Medef!

Que font Hollande et son gouvernement dans les jours qui suivent les élections régionales dont le Front national sort grand gagnant? Bien loin de chercher à assécher l'extrême droite en luttant contre la désespérance sociale, ils adressent un véritable bras d'honneur à celles et ceux qui souffrent et désespèrent.

La semaine a commencé très fort. Dès le lundi matin suivant le second tour, le gouvernement a annoncé qu'il maintenait pour 2016 son veto à tout « coup de pouce » au SMIC. Au 1^{er} janvier, le salaire minimum ne sera donc augmenté que du strict minimum, à savoir 0,6%, 6 euros par mois, 19 centimes par jour ! La ministre du Travail Myriam El Khomri ressort la même rengaine – selon laquelle un coup de pouce ne serait pas « la meilleure solution pour augmenter le pouvoir d'achat compte tenu de ses effets sur le coût du travail et donc l'emploi » – qui, de Sarkozy au PS, sert à justifier la poursuite de l'austérité.

Tout va donc continuer comme avant, en pire!

Le budget d'austérité est devenu un non-événement. Pourtant, la cuvée 2016 adoptée définitivement le jeudi 17 décembre par le Parlement mérite qu'on s'y arrête. Quelques minutes après les résultats des régionales, Manuel Valls déclarait que ces derniers étaient une « injonction » à « agir, sans relâche, plus vite » contre le chômage. Mais, à part l'éternel baratin sur les baisses de cotisations, toujours baptisées « charges », censées enclencher une dynamique économique censée elle-même à son tour inverser la courbe du chômage, il n'y a rien ! On a toujours droit au refrain sur la « maîtrise de la dépense

publique », 50 milliards d'économie sur la période 2015-2017, donc toujours moins pour l'éducation, l'emploi, l'écologie, ou encore l'aide au développement... Mais les restrictions ne sont pas pour tout le monde. Les entreprises d'abord verront à nouveau leurs impôts baisser : « 33 milliards d'euros d'air frais », claironne le ministre de l'Économie ! Et, comme désormais le « pacte de sécurité » doit passer devant le pacte de compétitivité, la police et la gendarmerie, la justice et l'armée vont bénéficier de 700 millions d'euros de dépenses supplémentaires. Le Parlement a failli laisser passer une mesure de gauche, mais le gouvernement veille au grain ! En effet, les Verts et quelques députés socialistes avaient réussi à faire voter le « reporting public pays par pays », c'est-à-dire l'obligation pour les entreprises françaises de rendre publics tous les détails sur leurs filiales, leur localisation, leurs bénéficiaires et les impôts qu'elles payent où qu'elles soient dans le monde. Mais au nom de la sacro-sainte compétitivité des entreprises françaises, et à la faveur d'une manœuvre de procédure, exit toute velléité de lutter contre l'évasion fiscale ! Le Medef peut une fois de plus applaudir... et les associations mobilisées contre le pauvreté et les inégalités déplorer une nouvelle reculade.

Nous n'avons pas la mémoire courte

Le comble du cynisme a été atteint jeudi. Alors que, depuis qu'il a été élu, Hollande n'a eu de cesse d'envoyer toujours plus de troupes françaises intervenir à l'étranger, alors que du Mali à la Centrafrique, d'Irak en Syrie... sa politique de

va-t-en-guerre est la digne héritière de celle des gouvernements sociaux-démocrates qui l'ont précédé, il ose aller parader devant le Monument des fraternisations. Sans mémoire ni honte, il commémore les soldats qui ont fraternisé lors du Noël 1914, ces jeunes, britanniques, français, allemand, ennemis supposés... qui se sont rassemblés, ont joué, échangé,

qui ont fraternisé mais du côté de ceux qui, quelques mois plus tard, ont fusillé pour l'exemple ceux qui n'en pouvaient plus de la boucherie des tranchées. Qu'il fasse tout cela par simple calcul politique pour être réélu en 2017, piéger et marginaliser la droite afin de se retrouver seul « recours » face au FN, donne simplement envie de



partagé...

Pourtant à n'en pas douter, ce gouvernement qui assigne à résidence les militants écologistes, refuse les internationalistes venus manifester pour « changer le système, pas le climat », interdit les manifestations, n'aurait pas été du côté des soldats

vomir. Il n'y a pas d'autre issue que de construire nos résistances, que de dire nous aussi « Nous pouvons » : nous pouvons nous représenter nous-mêmes, nous pouvons imposer nos propres réponses pour la justice sociale et environnementale.

Christine Poupin

SYRIE

Nouveau ballet diplomatique... et tragique

Les rencontres de protagonistes de la tragédie syrienne se sont multipliées depuis deux semaines... pendant que la guerre continue. Un vote unanime à l'ONU a relancé un calendrier pour un « processus de paix » qui devrait débuter en janvier. Le peuple syrien peut-il enfin entrevoir l'espoir de la fin des massacres et de l'oppression ? Les intérêts en jeu font craindre qu'une fois de plus la communication l'emporte sur les droits humains.

L'administration états-unienne comme l'Union européenne ont été claires : la priorité absolue sur la « crise syrienne » doit être de juguler la montée en puissance de l'État islamique/Daesh... et l'augmentation du flux des réfugiés de guerre. Du coup, tous les efforts sont faits pour un accord avec les « parrains » russe et iranien du régime d'Assad. Les diverses puissances régionales avec chacune leur intérêt, comme les forces combattantes en Syrie, s'adaptent à

cette nouvelle dynamique, d'autant plus que la guerre ne donne aucune avancée significative de tel ou tel, et que les populations sont épuisées par quatre ans de guerre et de privations terribles, de déplacements massifs et de désillusion sur tous les pouvoirs établis.

Résolution...

Le secrétaire d'État américain John Kerry a poussé les feux le 14 décembre dans le cadre du Groupe de soutien

international à la Syrie (ISSG, regroupant tous les États peu ou prou concernés), mis en place en octobre-novembre à Vienne. Il a rencontré Poutine lui-même pendant trois heures le 15 décembre. C'est ce forçage qui a abouti à la résolution unanime du Conseil de sécurité de l'ONU vendredi 18 décembre. Celle-ci prévoit des négociations entre le régime et l'opposition dès janvier sous l'égide du secrétaire général Ban Ki Moon, pour un cessez-le-feu sur tout le territoire syrien « dès

que le pouvoir et l'opposition auront fait les premiers pas vers une transition politique », puis un gouvernement de transition dans les six mois, et des élections dans les dix-huit mois.

Vu la situation actuelle, il s'agit d'un programme particulièrement ambitieux, mais pour les grandes puissances, elle signifie deux choses essentielles : toute force syrienne qui ne rentrerait pas dans ce cadre serait considérée comme terroriste, et donc à annihiler... et tous les efforts de l'UE pour repousser les réfugiés syriens hors de son territoire seraient légitimés... puisque la guerre serait finie !

Négociations...

Cela implique d'autres manœuvres, autour des forces politiques syriennes. Ainsi trois réunions de « l'opposition »

Un monde à changer

MULTINATIONALES: «LA LOI TRICHE». En avril 2013, François Hollande avait déclaré souhaiter que banques et grandes entreprises soient contraintes à rendre publique chaque année la liste de toutes leurs filiales, partout dans le monde et pays par pays. Au moment de passer aux travaux pratiques, le gouvernement a reculé... Des députés du PS avaient déposé un amendement à un texte budgétaire obligeant les entreprises à rendre publique chaque année l'intégralité de leurs filiales, où qu'elles soient implantées, avec le nombre de leurs employés, leur chiffre d'affaires, leurs bénéficiaires, les subventions publiques reçues et le montant des impôts acquittés dans chaque pays. Immédiatement, le Medef et le gouvernement avaient manifesté leur hostilité. Néanmoins, vendredi 4 décembre, l'amendement avait été adopté par les députés. Rejetée par le Sénat, la mesure était revenue devant l'Assemblée dans la nuit du 15 au 16 décembre. Le premier vote avait été favorable... mais le gouvernement a

demandé une seconde délibération. Pendant la suspension de séance, il a sommé les députés de corriger le tir et, en pleine nuit, a appelé des absents à la rescousse. Le second vote a abouti au rejet de l'amendement... voté quelques dizaines de minutes plus tôt!

Voilà comment se fait la loi dans la République «hollandaise» sous l'état d'urgence et l'union nationale. Sans doute faussement naïf, l'économiste Thomas Piketty avait publié le 3 décembre une tribune intitulée «*Pourquoi le gouvernement protège-t-il les multinationales?*». En effet, pourquoi le gouvernement s'attache-t-il jour après jour à renouveler l'actualité des paroles de l'Internationale: «*L'État comprime et la loi triche. L'impôt saigne le malheureux. Nul devoir ne s'impose au riche*»? Sinon qu'il est désormais dans la nature du social-libéralisme à la française de mettre le droit au service du patronat, avec comme prochaine étape la réforme du Code du travail.

TRAVAIL DOMINICAL

La mécanique Macron enrayée

L'effet de souffle de la victoire du Non au référendum organisé au BHV sur le travail dominical est loin d'être retombé (voir l'Anticapitaliste n°313) : les patrons des grands magasins avaient eux repoussé la négociation sur ce thème au 14 décembre pour revoir leurs propositions à la hausse afin d'arracher un accord applicable dès l'an prochain.

Ces patrons proposent désormais le doublement du salaire pour chaque dimanche travaillé, avec un maximum de 15 dimanches annuel, ainsi qu'une prime de 30 euros par garde d'enfants. Mais les nouveaux embauchés voyaient le travail dominical contractualisé, laissant peu de place au volontariat, et les démonstrateurs, qui peuvent représenter 80% du personnel de vente, n'avaient toujours aucune compensation garantie... Pour couronner le tout, la partie patronale n'a pas hésité à brandir la menace de recourir au gouvernement en cas d'échec. Las, la CFDT a largement communiqué sur son refus de signature, rejoignant ainsi la CGT et FO qui pèsent 56% sur la branche, prêtes à faire usage

de leur droit d'opposition en cas de conclusions d'un accord. À la Fnac, à l'issue d'une négociation marathon, l'adoption d'un accord bloque toujours, en particulier sur le nombre d'embauches prévues pour couvrir ce jour d'ouverture supplémentaire, les effectifs ayant connus des saignées sans précédent ces dernières années.

La pomme de la discorde

L'enseigne Apple avait prévu de signer un accord avec le syndicat majoritaire, la CFTC. Elle a dû le repousser, suite à la médiatisation de ce futur accord low cost: avec seulement 65% de majoration de salaire par dimanche et la possibilité de muter le personnel récalcitrant au travail dominical sur des magasins fermés ce jour-là (!), tout cela

fait tache chez la première capitalisation boursière mondiale. De son côté, la maire de Paris – qui n'a toujours pas digéré l'interventionnisme de Macron – a lancé son observatoire des zones touristiques internationales (ZTI), tout en déclarant que, en tant qu'élue républicaine, elle respecterait la loi, pourtant adoptée après un coup de force législatif! Sans doute que le suivi exercé par cette instance sera utile pour démontrer l'inanité des mesures voulues par Macron et les dégâts en termes d'emplois, en particulier dans le petit commerce, qu'elles occasionneront... Mais c'est d'une opposition sans concession que nous avons besoin.

Le fait de contester que tous les commerces parisiens puissent ouvrir 12 dimanches dès 2016 sans l'accord de la mairie mais avec l'aval du préfet, cas unique pour une commune, serait un premier pas en ce sens. Face aux probables coups tordus que nous préparons gouvernement et patronat pour contourner, comme chez Smart, les résistances collectives, il faut renouer avec des mobilisations d'ampleur en 2016: la réussite le 18 décembre de celle des salariés de région des Galeries Lafayette, contre la disparité salariale avec le magasin de Haussmann (à Paris), montre que le potentiel est là.

LD



Vendredi dernier, à Nantes et ailleurs, les Galeries Lafayette en grève pour les salaires DR



Kerry-Poutine, l'accord sur le dos du peuple syrien DR

ont eu lieu entre le 10 et le 14 décembre. Les représentants de la Coalition nationale syrienne avec la plupart des groupes armés combattant le régime, se sont réunis le 10 décembre à Riyad

sous le patronage intéressé de l'Arabie Saoudite. Elles ont convenu d'une plateforme pour une délégation commune qui négocierait avec le régime. Elles affirment que le départ d'Assad

doit s'imposer au cours du processus, mais que dès le début, le régime doit faire des «gestes de confiance»: arrêt des bombardements, libération des prisonniers politiques. Le groupe islamiste armé Ahrar Al-Cham semble s'être dissocié de cette plateforme commune, en particulier parce que celle-ci «réaffirme l'attachement à une Syrie unie, libre, démocratique, respectueuse des droits de tous les citoyens», plutôt que la proclamation d'une Syrie musulmane (comprise comme «sunnite»).

Quoi qu'il en soit, Assad a déjà dit qu'il ne négocierait pas avec des «terroristes», sachant que pour lui cette notion est très extensive, et qu'il a dans le même temps réuni sa propre «opposition» officielle à Damas.

Proclamation...

Trois jours plus tard se fondait dans le Rojava à la frontière nord, le «Conseil démocratique syrien» autour des Kurdes du PYD et des forces qui lui

sont associées, se proclamant «opposition démocratique et laïque», indépendante des puissances islamistes régionales, des pays du Golfe à la Turquie. Présidé par Haytham Manna, exilé anti-baathiste en France qui s'est isolé au fil des années en concentrant toutes ses attaques contre le soulèvement populaire et l'Armée syrienne libre, pas plus reconnu par les comités locaux, il est à craindre que ce CDS soit instrumentalisé comme les autres.

Cela à moins que les laïques kurdes ne parviennent à des accords avec les principaux acteurs du soulèvement syrien, incluant la chute du régime et de ses tortionnaires et un programme démocratique et respectueux de toutes les composantes du peuple syrien. Seule cette dynamique, en lien avec une solidarité citoyenne internationale plus forte, permettrait de desserrer l'étau des puissances qui les étouffent et qui tendront à perpétuer la guerre. **Jacques Babel**

Le chiffre

3,8 millions

C'est, selon le dernier rapport de la Fondation Abbé-Pierre rendu public jeudi 17 décembre, le nombre de personnes souffrant de mal-logement ou d'absence de logement personnel en France. Outre ces situations les plus graves, près de 12 millions de personnes sont touchées à des degrés divers par la crise du logement... Et l'hiver est là.



Agenda

Samedi 16 janvier, journée de mobilisation contre l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. A l'appel de diverses composantes de la lutte de NDDL, pour l'abandon immédiat des expulsions.

Samedi 16 janvier, colloque contre l'austérité, Paris. Organisé par Attac et la Fondation Copernic, trois tables rondes, avec la participation de Christine Poupin pour le NPA. De 13h15 à 19h30, Salle Jean-Dame, 17-25 rue Léopold Bellan, Paris 2^e (Métro Sentier ou Les-Halles).

Le prochain numéro de **L'Anticapitaliste** sortira le jeudi 7 janvier 2016.

Bonne fin d'année.

NO COMMENT

À titre personnel, je pense que c'est une bonne décision. Ça ne me choque pas du tout qu'un individu ayant porté atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation se voit retirer la nationalité française. (...). Il ne faut pas y renoncer.

La ministre SÉGOLÈNE ROYAL, à propos de la déchéance de nationalité pour les binationaux nés français, sur *Europe 1* lundi 21 décembre

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication:**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction:**
Manu Bichindaritz

Maquette:
Kristo et Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
Mail: rotoiimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

CORSE

Et maintenant ?

Le 13 décembre 2015, avec 36 % des suffrages exprimés, la liste nationaliste composée de deux tendances interclassistes, la première de nature autonomiste et la seconde d'obédience indépendantiste, est arrivée en tête.



Talamoni-Simeoni: ils ont gagné... et puis après? DR

La liste dispose d'une majorité relative (24 élus sur 51) au sein de la Collectivité territoriale de Corse. Ce résultat, amplement dû à la mobilisation d'une grande partie de la jeunesse, génère une vague d'enthousiasme au sein de la société. Il provoque aussi des réactions au niveau de la classe politique française, qui, de Mélenchon à Valls, en passant par Juppé et Le Guen, se sont montrés très hostiles en martelant que la Corse est française et qu'elle le restera. Ce torrent d'imprécations, mélange de relents coloniaux et très souvent de nature xénophobe, illustre bien la nature des rapports entre le peuple corse et l'État français. Ces deux phénomènes ne peuvent pas occulter plusieurs réalités. Les nationalistes, qui n'ont pas fait campagne sur le droit à l'autodétermination, vont gérer des contradictions majeures et ainsi donner à voir la réalité de leur projet de société. Une fois passée l'étape de « l'état de grâce », leur approche des questions économiques et sociales feront office de révélateurs.

Quid de la question sociale ?

Le contexte social, marqué par un taux record de chômage et par le fait que 50 000 personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté, lui, ne connaît pas d'« état de grâce ». Les 583 travailleurs de la compagnie de navigation (SNCM) qui viennent de recevoir leurs lettres de licenciement peuvent en témoigner. Les directions des mouvements nationalistes encore majoritaires ont donc fait le choix de limiter leurs actions dans le cadre unique du champ électoral. Dominées par une fraction de la petite bourgeoisie, elles vont tenter d'agréger dans leurs démarches une partie de la droite et un conglomérat de personnalités issues des courants sociaux-libéraux. Présentant tous ces phénomènes, notre organisation avait opté pour un boycott actif de ces élections par le moyen d'une campagne publique. Convaincus que l'arrivée possible au pouvoir de nationalistes libéraux à l'Assemblée de Corse ne permettrait en aucune manière la désaliénation des classes populaires corses et ne servirait que les intérêts d'une minorité, les militants de la Manca ont fondé leurs démarches en s'adressant prioritairement au monde du travail. Il n'était pas question d'un appel à l'abstention ni au vote blanc. Il s'agissait de faire entendre la voix de la Corse sur la base de la revendication du droit à l'autodétermination, et ce en dehors des institutions. Cette campagne a enregistré des échos positifs. Cependant l'illusion du changement et donc du vote utile face aux clans et face à l'État ont permis aux autonomo-nationalistes de bénéficier d'un important soutien populaire. Ce qui ne nous interdit pas de continuer d'affirmer qu'il n'y aura pas de libération nationale sans socialisme, pas plus qu'il n'y aura de socialisme sans émancipation nationale.

Serge Vandepoorte (A Manca)

Pratiquement chaque jour apporte ses déclarations de personnalités autour de la crise qui secoue les partis institutionnels. Hollande et Valls se démènent pour que le premier apparaisse comme le seul rempart face au FN. Mais l'enjeu est bien plus profond...

Les élections régionales ont révélé une crise de domination du personnel politique de la bourgeoisie : aucun parti n'est suffisamment fort pour gérer le pays seul, l'usure des partis est de plus en plus rapide, et le FN apparaît donc comme une solution pour une partie de la population, alors qu'il ne correspond pas, du moins pour l'instant, aux besoins de la classe dominante. Comme dans l'État espagnol, le pays est de moins en moins gouvernable, et les débats auxquels nous assistons à gauche sont la réfraction des repositionnements des différentes couches sociales dans cette crise.

Coup de boule à droite

La partie du PS la plus intégrée à l'appareil d'État, la plus bourgeoise, fait des appels du pied à la droite chiraquienne. Jean-Pierre Raffarin a donc proposé un « pacte républicain pour l'emploi ». François Bayrou a relancé : « c'est la ligne du centre [de prôner des] majorités qui dépassent les frontières » droite-gauche. Et Valls de répondre : « Un pacte républicain pour l'emploi. Tous rassemblés pour en finir avec le chômage ! OK avec Jean-Pierre Raffarin ! ». Bien sûr, il s'agit essentiellement de renforcer la précarité et de culpabiliser les chômeurs, mais les discussions sont ouvertes. Ces dirigeants rêvent manifestement d'une grande coalition à

Hollande et Valls veulent construire sur des ruines

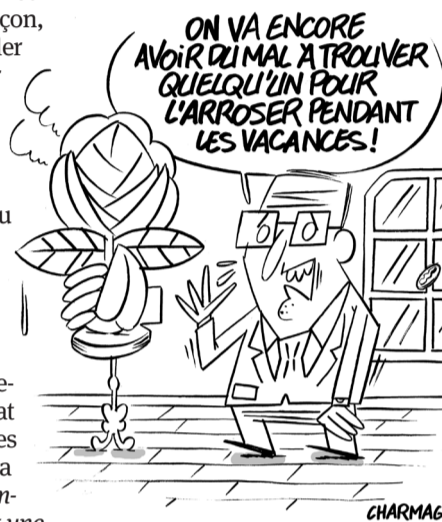
GAUCHE

l'allemande. Et Valls n'aura manifestement aucun problème à saborder le PS si nécessaire. Pour Hollande, le choix est plus raisonné. Il lâche Valls dans cette direction avec l'idée que, de toute façon, cela lui servira à diviser et isoler Les Républicains, à se présenter comme seul rempart au FN... et à accéder au second tour en 2017. Et, pour finir d'étouffer LR entre le PS et le FN, il reprend à son compte une bonne partie du discours répressif et raciste de ce dernier. Les échanges entre le gouvernement et le Conseil d'État autour de la déchéance de nationalité ont été révélateurs de cette opération. Le gouvernement a demandé au Conseil d'État qu'elle puisse s'opérer pour des délits ! Celui-ci veut limiter la mesure aux personnes « condamnées pour un crime constituant une atteinte grave à la vie de la nation » et l'inscrire dans la Constitution, et Valls s'est interrogé : « est-ce que le symbole, qui concerne quelques cas, en vaut la peine ? ». De la proposition reprise du programme du FN ne reste donc que le symbole... Voilà l'arsenal déployé par le PS pour rassembler sur sa droite.

Coup de boule à gauche

De l'autre côté, il faut discipliner la gauche extérieure au PS. Le premier

message de l'exécutif est radical : les modifications de la loi sur l'organisation de l'élection présidentielle, votée en première lecture mercredi 16 décembre, visent à étouffer les concurrents : les maires devront envoyer leurs parrainages eux-mêmes, sans centralisation par les candidats, le temps de parole des petits candidats sera extrêmement réduit et les frais de campagne comptabilisés sur six mois au lieu d'un an.



Un véritable hold-up sur la présidentielle qui étouffera tous les partis qui n'ont pas déjà des centaines d'élus. EELV est soumis à une pression énorme : sur ses élus aux législatives, sur les parrainages, et si Hollande n'est pas au second tour et ne gagne pas en 2017, EELV risque d'être rayé de la carte aux législatives. Résultat, Denis Baupin, vice-président EELV de l'Assemblée nationale, tire à boulets rouges sur la direction de

son parti et suggère de ne pas se présenter à la présidentielle. Du côté du PCF, le discours est très proche. Ainsi, pour Olivier Dartigolles, « il ne s'agit pas de colmater le Front de gauche mais de refonder la gauche dans un cadre unitaire. »

Subir ou se donner les moyens de résister ?

Seuls Ensemble et Mélenchon résistent à cette pression, proposant des convergences entre la gauche du PS, EELV et le FDG. Mélenchon dénonce d'ailleurs avec raison le pathétique soutien d'EELV à la mascarade de la COP21. Mais tout cela est illusoire : en effet, tous se sont retrouvés au second tour des régionales sur les listes d'un PS qui venait de voter l'état d'urgence, de renforcer l'intervention militaire en Syrie, de travailler à la déchéance de la nationalité, tout cela dans la suite des lois Macron. Les députés du PCF et d'Ensemble ne se sont pas opposés à ces mesures, et en ont même voté certaines... Comment donc croire qu'une coalition de la gauche du PS, d'EELV et du FDG, empêtrée dans les discussions avec le PS, pourrait représenter une véritable alternative ? La capitulation de Syriza devrait être une démonstration. Alors que le pouvoir central devient de plus en plus autoritaire, de plus en plus antisocial et belliqueux, la construction d'une alternative ne peut se faire qu'en complète indépendance vis-à-vis de celui-ci, qu'en combattant la répression, le racisme, en construisant l'affrontement avec le patronat et son gouvernement, et en remettant en cause la propriété capitaliste et les institutions.

Antoine Larrache

FRONT NATIONAL

En recherche d'alliances ?

Beaucoup ont été soulagés de voir le FN buter une nouvelle fois dimanche 13 décembre sur l'obstacle du second tour. Mais ils se sont aussi montrés peu rassurés du niveau record atteint par le FN : 6,8 millions de voix obtenues au second tour, un peu moins de 28%...

Le pire est ici : 43% des ouvriers et ouvrières ayant participé au vote auraient voté FN selon l'institut de sondage Ipsos. Selon OpinionWay, l'institut de sondage du très droitier Patrick Buisson (ex-rédacteur en chef de Minute, ex-conseiller du président Sarkozy), ce serait même 54%. L'abstention dans ce groupe social atteindrait 51% si l'on suit OpinionWay, 61% selon Ipsos. Mais au FN aussi, on se pose des questions. Celles-ci tournent autour du sempiternel problème du « verrou » du second tour. En effet, si le FN a montré qu'il est capable de marquer des coups importants au premier tour d'une élection, il a rarement réussi à s'imposer au second. Pour échapper à cette difficulté qui semble lui barrer

la route des positions institutionnelles de pouvoir, le parti d'extrême droite pourrait table sur différentes options. Pendant ses quinze dernières années à la tête du FN, Jean-Marie Le Pen avait misé sur l'arrivée d'une situation de crise tellement aiguë que le peuple l'appellerait en tant qu'« homme providentiel ». Cette stratégie, qui allait de pair avec le refus de toute stratégie d'alliance ou de peser sur la droite (d'où la crise avec Bruno Mégret en 1998-1999), n'a pas fait ses preuves jusqu'à la fin de son règne sans partage sur le FN.

Le salut à droite ?

Afin de lancer une nouvelle offensive de charme vis-à-vis d'alliés potentiels, Florian Philippot (numéro 2 actuel) a déclaré qu'il tendait la main au souverainiste de droite Nicolas Dupont-Aignan, dont les listes avaient obtenu un peu moins de 4 % au premier tour. Or, plusieurs problèmes se posent. Le chef de Debout la France est un nationaliste de droite qui se revendique d'un héritage gaulliste plutôt que fasciste et a refusé la « main tendue ». Il ne fait aucun doute qu'il ne souhaite aucun partenariat exclusif avec le FN. Par ailleurs, même s'il souhaitait une alliance, son poids actuel serait



Ce changement... on n'en veut pas ! DR

insuffisant pour permettre un saut qualitatif au FN. La solution ne pourrait venir que d'une partie substantielle de la droite UMP/LR. Une fraction de celle-ci s'est idéologiquement rapprochée du FN, et le propos de Nicolas Sarkozy entre les deux tours des régionales (« Le vote pour le Front national n'est pas immoral ») tend à banaliser ce dernier encore plus. Or, dans le même temps, LR souhaite récupérer des électeurs partis au FN ou tentés de franchir le pas, mais ne souhaite pas s'allier à la direction du parti lepéniste. Un obstacle important résiderait dans des discours économiques antinomiques – étatiste et démagogique pour le FN (avec quelques rectifications libérales depuis le début de l'été 2015), libéral assumé pour LR. Sauf si le FN acceptait de renoncer à sa démagogie sociale tournée vers

les classes populaires, et en l'absence de nouveaux sauts dans la crise, il semble difficile de jeter un pont entre les deux. Une telle alliance devrait d'ailleurs aussi être acceptée par les fractions dominantes du capital qui sont plutôt hostiles au « protectionnisme » mis en avant par le FN. Marion Maréchal-Le Pen paraît accepter un tel aggiornamento en matière économique en vue de permettre une alliance à droite. Sa tante Marine, nettement moins... En meeting le 10 décembre à Paris, elle a déclaré que le seul vrai clivage politique opposait « mondialistes » (LR sarkozyste et PS de Valls compris) et nationalistes... Un discours déjà tenu à l'identique en 1995 par Jean-Marie Le Pen et Samuel Maréchal, alors chef du FNJ... et père de Marion Maréchal-Le Pen !

Bertold du Ryon

USA

Bluff, manœuvres et réaction

La Banque centrale américaine, la Fed, a décidé, le 16 décembre, de relever ses taux directeurs pour la première fois depuis 2006. Cette hausse « marque la fin d'une période exceptionnelle de sept ans pendant laquelle les taux ont été maintenus proches de zéro pour soutenir la reprise de l'économie après la pire crise financière depuis la Grande Dépression », a déclaré la présidente du Conseil des gouverneurs de la Fed, Janet Yellen. « La décision de la Fed reflète notre confiance dans l'économie américaine ».

Le message politique est clair : la crise financière appartient au passé, tout va bien... du moins pour les USA. C'est sur ce fond de bluff officiel que se déroulent les campagnes en vue des primaires républicaines et démocrates pour la présidentielle de 2016, bluff dont Hillary Clinton, la candidate de Wall Street, espère bien être la bénéficiaire. Elle fait surtout le calcul du dis- crédit des Républicains, dont la primaire occupe la une des médias qui donnent à celle-ci une publicité toute particulière aux frasques et surenchères réactionnaires et racistes du milliardaire Donald Trump. Ses propos sont tellement caricaturaux et outranciers qu'il n'aurait aucune chance d'être élu contre Clinton, si tant est qu'il gagne l'investiture des Républicains.

Trump, l'idiot utile ?

Après s'être moqué d'un journaliste handicapé et avoir tenu des propos sexistes, il a, une semaine après les attaques de San Bernardino, proposé de fermer les frontières américaines aux musulmans. Il veut aussi revenir sur le 14^e amendement de la Constitution en supprimant le droit du sol, et fichier les Américains musulmans. En reprenant les idées de l'extrême droite, il vise la fraction de l'électorat conservateur

déstabilisée, nostalgiques de la grande Amérique, frustrée par la dégradation de la situation sociale et en mal de revanche contre Obama. S'il parvenait à gagner la primaire, l'establishment républicain s'est dit prêt à le destituer, le contraignant à se présenter en candidat indépendant. Mais vu la politique défendue par les autres candidats républicains, d'une certaine façon, Trump leur est bien utile. Celui-ci leur prépare le terrain, en agitant les idées d'extrême droite dont au final ils font tous leur fonds de commerce, tout en les rendant plus compatibles avec un discours institutionnel.

Hystérie réactionnaire

C'est ainsi que Ted Cruz, jusqu'alors quelque peu en retrait derrière Trump, revient en pôle position en flattant les mêmes préjugés, de façon moins provocatrice dans la forme. Pour lui, le réchauffement climatique est une invention du gouvernement, il est opposé au mariage gay, ne conçoit l'avortement que dans les cas où la vie de la mère est en danger, refuse le droit à avorter aux victimes de viols, refuse de restreindre de quelque façon que ce soit l'achat et la possession d'armes à feu, souhaite abroger la couverture sociale universelle mise en place par Obama et s'est opposé à l'accord sur le nucléaire iranien et

sur les mesures de rapprochement diplomatique avec Cuba... Cela au point que Jeb Bush, ancien gouverneur de Floride, qui n'hésitait pas lui-même à proposer de rejeter les réfugiés syriens musulmans tout en acceptant les chrétiens, l'a qualifié de « déséquilibré ». Ambiance qui règne chez les Républicains...

Sans espoir de retour en arrière

En fait, Trump n'est pas une aberration politique, il est l'expression de la rancœur d'une partie de l'électorat conservateur, de son rejet des politiciens, des ressentiments xénophobes et racistes de catégories

financiers. Les travailleurs pauvres, malgré plusieurs jobs, n'ont pas assez pour vivre et nourrir leur famille. Une grande partie de la population n'arrivant pas à vivre décemment, exprime donc son ras-le-bol, et cherche un exutoire contre le système. L'extrême droite exprime avec démagogie ce mécontentement diffus, désespéré, sans boussole ni perspective. L'expression à l'américaine d'un phénomène politique qui traverse le monde, sous les effets dévastateurs des politiques libérales et impérialistes...

Au sein de la primaire démocrate, Bernie Sanders est le seul candidat qui ose parler du socialisme. Ce



sociales qui voient jour après jour leur situation se dégrader sans espoir de retour en arrière. Les inégalités s'accroissent à grande vitesse, la misère s'aggrave, et la reprise est un mirage, sauf pour les

n'est certainement pas un révolutionnaire, mais sa parole tranche entre le discours de Wall Street de Clinton et l'hystérie réactionnaire des Républicains...

Yvan Lemaître

ÉTAT ESPAGNOL Les enjeux sont de taille

Le premier point qui ressort de ces élections, c'est le grand revers électoral qu'ont subi ce 20 décembre le Parti populaire (PP), conservateur, et le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), social-libéral, les deux principaux piliers de la Constitution de 1978 mise en place après la mort de Franco par les forces provenant du franquisme et les forces réformistes de gauche, et qui pendant des décennies ont, alternativement, dirigé le pays.

Lors des dernières élections de ce type en 2011, le PP a eu plus de 10 800 000 voix (44,62%) et 186 députés; et le PSOE près de 7 000 000 voix (28,73%) et 110 députés. En 2015, le PP atteint seulement 7 215 000 voix (28,72%) et 123 députés, ce qui signifie qu'il n'a plus la majorité absolue. Le PSOE a obtenu seulement 5 530 000 voix (22,01%) et 90 députés. Dans les deux cas, ce sont les pires résultats de leur histoire. A droite, la baisse du PP est partiellement compensée par l'émergence de Ciudadanos, un nouveau parti de droite malgré son image centriste, qui a obtenu plus de 3 500 000 voix (13,93%) et 40 députés.

Le bipartisme n'est pas mort, mais est grièvement blessé, car c'est la première fois que ces deux partis ne dépassent pas 50,73% des voix. Ensemble, ils perdent plus de 5 000 000 votes! Ce n'est pas la fin du régime de 1978, mais celui-ci ne peut pas non

plus continuer comme avant. Arrive donc un dilemme politique : soit le régime arrive à s'autoréformer et se régénérer lui-même, soit les forces de changement seront capables de promouvoir une rupture politique démocratique et des processus constitutionnels à l'échelle nationale de la Catalogne, du Pays basque et de la Galice, ainsi que dans le reste de l'État espagnol.

Le second point notable est le résultat des forces du changement et la réorganisation de l'espace à la gauche du PSOE. Podemos a obtenu 69 députés et près de 5 189 533 voix (20,66%), très proche donc du PSOE (ainsi Podemos arrive en tête au Pays basque, en Catalogne...). Malheureusement, Izquierda unida (IU), malgré ses 900 000 voix, n'obtient que 2 députés.

Nouvelles perspectives

Avec ces résultats, les forces de changement font face à un défi majeur.



Dimanche, les partisans de Podemos pouvaient lever le poing DR

La première, résister et opposer des alternatives aux politiques d'austérité du gouvernement, quel qu'il soit, contre la Banque centrale européenne (BCE) et la Commission européenne, et en rupture avec la logique des pactes de Maastricht et de stabilité. Elles doivent aussi maintenir une position ferme dans la défense du droit des peuples (catalan, basque...) à décider de leur avenir, tout particulièrement le peuple catalan qui subit des menaces judiciaires. De plus, ces forces doivent faire un choix : se situer dans la logique des petits amendements à la Constitution ou impulser la rupture avec le « régime de 78 ». Enfin, elles devraient travailler à un processus de réorganisation et de rassemblement politique pour développer l'unité populaire.

Les élections ont changé la carte politique du pays mais les problèmes centraux demeurent : le chômage, la baisse des salaires, la question

catalane, les expulsions de logement, etc. Aujourd'hui nous avons une représentation politique, ce qui permet de définir une stratégie pour avancer à condition que toutes les forces en faveur du changement s'engagent dans la voie de la lutte et de la mobilisation. La nouvelle configuration (fracture) du Parlement et les difficultés pour parvenir à des accords, empêche la formation immédiate d'un nouveau gouvernement. L'instabilité politique sera majeure et on ne peut exclure de nouvelles élections. À ce stade de la discussion, la bourgeoisie et ses médias, comme le pouvoir économique, la finance européenne, font pression pour garantir la stabilité en pesant en faveur d'une coalition PP-PSOE. Mais le PSOE a déjà annoncé qu'il ne soutiendra pas le PP.

Les enjeux sont de taille : un moment passionnant pour Anticapitalistas.

De Madrid, Manuel Garí Traduit par Josu Egireun

IRAN

Le régime contraint de relâcher le syndicaliste Mahmoud Beheshti Langroodi

Emprisonné depuis le 6 septembre, le porte-parole de l'Association des enseignants iraniens (Conseil de coordination des associations iraniennes d'enseignants et assimilés - CCITTA) avait commencé le 26 novembre une grève de la faim et de la soif...

Il entendait notamment obtenir ainsi l'annulation de sa condamnation à 9 ans de prison, ainsi que le droit à un procès public, devant un jury et accompagné d'un avocat. Face aux mobilisations en Iran et dans le monde pour sa libération, le pouvoir a été contraint de le relâcher. Mais cette première victoire est fragile car il ne s'agit que d'une libération conditionnelle. Il est nécessaire de continuer à se mobiliser pour empêcher que Mahmoud soit à nouveau jeté en prison, ainsi que pour obtenir la libération des nombreux syndicalistes toujours incarcérés.

Les enseignants Mohammad Reza Niknejad, Mehdi Bohlouli, Mahmoud Beheshti-Lagroudi, Aireza Hachemi, Ali Akbar Baghani ont été arrêtés et emprisonnés. Rassoul Bodaghi, qui devait être libéré après 6 ans d'incarcération, a été de nouveau jugé et condamné à 3 années supplémentaires de prison. Les cinq responsables du CCITTA toujours en prison sont Alireza Hashemi (détenu depuis 2007), Abdolreza Ghanbari (détenu depuis janvier 2010), Rasoul Bodaghi (détenu depuis septembre 2009), Ali Akbar Baghani (détenu depuis avril 2010) et Esmael Abdi (détenu depuis juin 2015).

En réprimant ainsi, le pouvoir espère pouvoir briser les mobilisations en cours. En 2015, les enseignants iraniens ont en effet organisé en janvier, mars, et mai, trois séries de rassemblements dans tout le pays pour obtenir une augmentation des salaires. Ils ont également revendiqué une éducation gratuite pour tous, l'arrêt de la privatisation du système d'éducation. Et d'autres professions subissent la répression du régime !...

Tirs sur les manifestants...

Mahmoud Salehi a été condamné une nouvelle fois à 9 ans de prison. Cet emprisonnement met la vie de Mahmoud en danger car il est malade et tenu à un suivi médical permanent à cause des mauvais traitements lors de précédentes incarcérations. En septembre, Ali Nedjati, syndicaliste actif de la ville de Haft Tappeh du sud-ouest de l'Iran, a été arrêté et incarcéré. Ce militant âgé et malade du cœur devrait être sous surveillance médicale permanente. Et le même mois, Shahrokh Zamani, un des fondateurs du Syndicat des peintres, qui purgeait une peine de prison de 11 ans depuis juin 2011, a été retrouvé mort dans sa cellule.

Le 15 décembre dernier, les forces de l'ordre ont tiré sur des chômeurs rassemblés devant la raffinerie de gaz de la ville de Behbahan. Un manifestant a été tué et deux autres gravement blessés. Plus largement, les syndicalistes se battent pour les droits des femmes, ainsi que pour le respect des libertés démocratiques dont la fin de la peine de mort (1020 personnes pendues depuis le début de l'année).

Une lutte de longue durée est devant nous, face à la dictature de l'État théocratique iranien, ainsi que son instrument international de propagande Press TV, sur lequel on trouve notamment une interview plus que complaisante d'un certain Dieudonné. Le voyage à Paris de Hassan Rouhani, président du Califat islamique d'Iran, a été reporté pour la fin janvier 2016 en raison des attentats de novembre. Il ne faudra pas rater cette occasion pour exprimer notre hostilité envers ce régime et ses complices étrangers. Les crimes de la dictature théocratique et anti-ouvrière du régime iranien doivent cesser de passer inaperçus!

Houshang Sepehr et Behrooz Farahany²

1- Les travailleurs iraniens sont privés de libertés essentielles reconnues dans les normes internationales de l'OIT : droit de faire grève, de manifester, de constituer des syndicats. Accusés d'avoir enfreint ces interdictions, des milliers de salariés sont arrêtés et de nombreux autres sont emprisonnés.

2- Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran - SSTI : <http://www.iran-echo.com>

L'INDUSTRIE DES JOUETS : UN MONDE IMPITOYABLE

Les jouets ont une caractéristique commune avec l'industrie d'armement: les produits sont très vite à renouveler, même si on ne s'en sert pas ou presque pas. Du moins, chaque année, le capital et le mode de vie qu'il engendre s'attache à en persuader nous et les enfants.

Le marché du jouet est très peu marqué par la crise: bon an, mal an, il se vend chaque année en France plus de jouets que l'année précédente. En 2014, 3,3 milliards d'euros de jouets et jeux (hors jeux vidéo) ont été vendus, ce qui correspond à 224 millions de jouets dont le prix moyen est de 15,25 euros. Selon la Fédération des industries du jouet (organisation patronale), la dépense moyenne annuelle par enfant (de 0 à 11 ans) atteint 301 euros.

Le jouet est une industrie mondialisée. Plus de 60% de la valeur des jouets vendus en France sont importés, et 60% de ces importations proviennent de Chine. Si on raisonne en nombre de jouets, ce sont 9 sur 10 qui sont importés. Outre une concurrence effrénée, deux paramètres essentiels gouvernent l'activité de l'industrie du jouet: les licences et la compression des coûts de production.

Une concurrence acharnée

Comme l'analyse l'ONG Peuples solidaires qui mène une campagne sur l'industrie du jouet, le marché mondial du jouet est en fait dominé par trois sortes de géants: les géants de la production (Mattel - qui produit les fameuses poupées Barbie -, Hasbro, Nintendo, Lego, etc.), les géants de la grande distribution du jouet (Wal-Mart, Toys'R'Us, etc.) et les géants du

divertissement (Disney, Warner, etc.). Les géants du jouet dictent les prix et imposent des délais de livraison de plus en plus courts à leurs fournisseurs. Les géants de la grande distribution déterminent ce qui sera mis en valeur dans leurs rayons, mais ils sont fortement concurrencés désormais par les grandes surfaces généralistes et la vente sur Internet.

Les géants du divertissement, quant à eux, tirent profit des licences qu'ils accordent. Les licences permettent d'obtenir le droit de produire des objets faisant référence à des événements susceptibles de toucher les jeunes, essentiellement à des films. Pour les obtenir, les fabricants doivent payer des royalties qui peuvent atteindre 30% des prix de vente. Ainsi, la licence Star Wars domine le marché, et la sortie en salle du nouvel épisode va encore la doper. Mais il y a aussi un autre engouement avec un autre film produit par Disney, *La reine des neiges*. La part des jouets sous licence augmente année après année et atteint 22,7% en 2015. Les fabricants se livrent une lutte acharnée pour les licences et sont déjà en train de préparer Noël 2016...

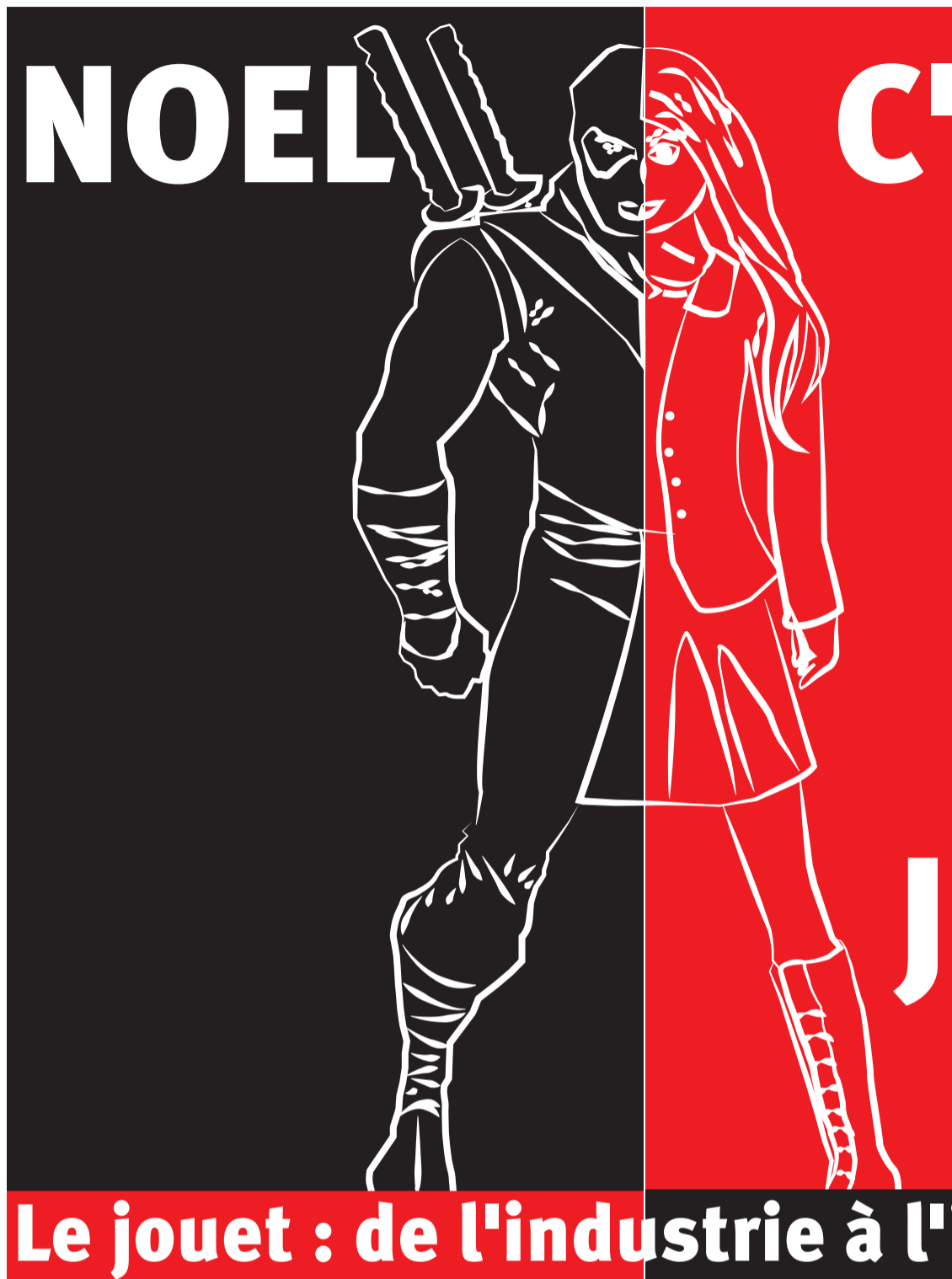
La saison des profits

Le marché du jouet est très fortement saisonnier: près de 55% des ventes sont réalisées lors du dernier trimestre de l'année, pour les fêtes de fin d'année, et 35% lors

du seul mois de décembre! Afin de pouvoir sortir le dernier jouet à la mode juste avant les fêtes, les entreprises retardent de plus en plus leurs commandes, mettent une pression énorme sur leurs fournisseurs pour être livrés en quantité suffisante, à des prix ridiculement bas, et dans des délais presque impossibles à tenir.

«Les marques exigent la meilleure qualité, les temps de production les plus courts et les coûts les plus bas, sans se soucier de la santé des ouvriers concernés», peut-on lire dans le rapport de l'ONG China Labor Watch (CLW, l'observatoire des conditions de travail en Chine). Pour réaliser ce rapport, entre mai et juillet de cette année, l'ONG a fait embaucher comme ouvriers des enquêteurs dans cinq usines employant au total plus de 20 000 salariés. Elle dément les affirmations de l'organisation patronale internationale (le Conseil international des industries du jouet) représentant près de 800 marques, qui affirme que des progrès continus sont apparus ces dernières années au sein des 1100 usines chinoises avec lesquelles il travaille. En fait, comme le dit le China Labor Watch, des millions de personnes travaillent dans des conditions dangereuses pour leur santé, 11 heures par jour et six jours par semaine, avec un encadrement impitoyable et qui n'hésite même pas à violer le code du travail chinois (pourtant assez peu contraignant...). Et le CLW de souligner que les standards éthiques affichés par les donneurs d'ordre sont surtout des outils de marketing.

Henri Wilno



A qui profite la poupée Barbie?



Source: Peuples solidaires, 2009

Depuis, les prix ont évolué et les salaires chinois augmenté... Mais les proportions n'ont guère varié et les poupées Barbie restent produites en Chine à un coût dérisoire au regard de leur prix de vente.

Le jeu est une activité essentielle au développement de l'enfant. Il en est à la fois un indice et une condition. Or la marchandisation du jeu dans les sociétés capitalistes avancées fragilise, voire bloque cette dimension d'autoréalisation chez les enfants.

Qu'est-ce donc que le jeu ?

Le jeu est une notion qui peut être complexe à définir en particulier d'un point de vue d'adultes (ce que nous, adultes, considérons comme des jeux ne correspondent pas à ceux des enfants). Reprenons pour être clair deux définitions. La première proposée par J. Huizinga dans *Homo ludens, essai sur la fonction sociale du jeu*: «Le jeu est une action qui se déroule dans certaines limites, de lieu, de temps et de volonté, dans un ordre apparent, suivant des règles librement consenties, et hors de la sphère de l'utilité et de la nécessité matérielles. L'ambiance du jeu est celle du

ravissement et de l'enthousiasme, qu'il s'agisse d'un jeu sacré, ou d'une simple fête, d'un mystère ou d'un divertissement. L'action s'accompagne de sentiments de transport et de tension et entraîne avec elle joie et détente.»

La seconde proposée par R. Caillois dans *Les jeux et les hommes, le masque et le vertige*: le jeu est «une activité:

1 - libre (...)
2 - séparée: circonscrite dans des limites d'espace et de temps précises et fixées à l'avance
3 - incertaine: dont le déroulement ne saurait être déterminé ni le résultat acquis préalablement, (...)
4 - improdutive: ne créant ni biens ni richesse (...)
5 - réglée: soumise à des conventions (...)
6 - fictive: accompagnée d'une conscience spécifique de réalité seconde ou de franche irréalité par rapport à la vie courante.»

On voit bien à quel point la notion de jeu est alors intrinsèquement incompatible avec l'exploitation capitaliste. C'est donc non le jeu lui-même, mais ses moyens, ses outils, que le capitalisme va progressivement marchandiser. Ce faisant, il contribue à appauvrir les bienfaits de cette activité. Car le jeu

chez l'enfant des fonctions spécifiques que certains outils favorisent ou tarissent.

À quoi sert le jeu ?

Le jeu a principalement trois fonctions pour l'enfant: appréhender (le monde, les codes sociaux, la nature...), s'entraîner (par l'imitation et la répétition), et acquérir (des nouvelles capacités, développer son imagination, sa créativité, sa perception, son langage...).

Comme pour l'éducation scolaire, ces fonctions nécessitent que les jeux soient adaptés au stade de développement de l'enfant, non pas exactement dans ce qu'il maîtrise déjà ni dans ce qui serait trop difficile et décourageant, mais dans ce que Lev Vygotski a appelé la «zone proximale de développement». C'est-à-dire juste un petit peu plus loin, mais dans des objectifs atteignables.

C'est aussi ce qu'a développé Maria Montessori, qui défendait une éducation basée sur l'apprentissage (notamment par des objets autocorrectifs), qui laisse l'enfant se développer à son rythme.

Cette notion du rythme de l'enfant, essentielle à l'utilité d'un jouet, est complètement évacuée

par l'industrie ludique. Les boîtes de jeux et jouets sont estampillées d'âge minimal et maximal (!), stigmatisant les développements différents et favorisant l'imposition à des enfants de jouets non adaptés à leur développement ou à leurs centres d'intérêts. En cause, le découpage du secteur par tranches d'âge qui permet d'assurer une consommation constante à mesure que l'enfant grandit.

Faut-il offrir des jouets ?

On le sait, tous les enfants du monde - ou presque - jouent. Et on sait aussi que tout peut être jouet: un caillou devient voiture, animal, ou joyau, un bâton se transforme en poupée, en arme ou en nourriture. Alors, faut-il offrir des jouets industriels? Bien évidemment, la réponse est à mesurer. Certains jouets, ou certains moyens de jouer, peuvent avoir des dimensions tout à fait épanouissantes. Tout le matériel de création plastique par exemple, si tant est qu'il échappe aux normes de genre qui le canaliserait trop. Certains accessoires de jeux physiques font consensus dans le monde, comme les balles, les ficelles et autres élastiques. Mais certains jeux très demandés sont

(EN) L'ENFANT FACE A

EST PAS DU EU !

idéologie

EUX : U CAPITALISME

L'actualité est quelquefois étonnante et faite de drôles de raccourcis... Au lendemain des attentats de Paris et de Saint-Denis, plusieurs enseignes de jouets avaient déjà retiré de la vente les « jouets militaires », les armes factices... Et aujourd'hui d'autres souhaitent aller plus loin : « désarmer » les enfants. Ainsi en pleine période de fête, une association de l'Essonne, « La Fabrique à neuf », propose aux enfants - et à leurs parents - d'échanger leurs fusils, mitraillettes et pistolets en plastique, contre d'autres jouets, bien plus « ludiques »... Car les grandes campagnes publicitaires de fin d'année (jusqu'au fond de nos boîtes aux lettres), les injonctions consuméristes reprises dans tous les médias, ou même tout simplement le véritable plaisir d'offrir, ne sauraient masquer la réalité d'une véritable industrie où (sur)exploitation, concurrence et idéologie se marient... bien évidemment au profit de quelques-uns. Mais est-ce que jouer, ce n'est que cela ? Sans prétendre faire le tour de la question, ce dossier - tout à fait d'actualité - ouvre la discussion..

à aborder avec du recul. Ainsi, prenons deux exemples : les jeux à collections et les licences. Les jeux à collections sont les jeux qui supposent des paris, des compétitions, des échanges, et qui visent à l'accumulation, parfois sélective. Aujourd'hui, cela sera le cas des cartes Pokemon par exemple, mais cela a été depuis longtemps aussi les billes, les images, ou, pour celles et ceux qui s'en rappellent encore, les Pogs ! Fondés sur une dimension de classe (les éléments de base étant eux-mêmes hiérarchisés et coûteux), ils divisent les groupes des enfants, favorisent l'isolement des plus défavorisés, stimulent la compétition et l'avarice, tout comme le vol et les violences. La dimension créative et narrative est très faible dans ces jeux, qui se limitent en général à des jeux d'adresse ou de bataille. Pour les plus connus, ils sont l'objet de féroces campagnes de publicités, car ils peuvent constituer pendant quelques années une manne considérable pour les éditeurs. Ils sont d'ailleurs souvent liés à la question des licences. Les licences sont des déclinaisons de jeux et jouets sur une marque déposée, très populaire auprès des enfants. À peu près n'importe

quel jouet peut être estampillé des couleurs et du logo d'une licence (n'importe quel objet en réalité : on aura ainsi un vélo Reine des neiges ou une montre Star Wars...). Or la tentation est souvent grande d'offrir des jeux dits d'imagination (de type déguisements, poupées, Playmobil, Lego...) associés à des identités familiales - d'autant que la demande est forte de la part des enfants eux/elles-mêmes. Mais c'est leur fournir un cadre narratif déjà restreint : la trame est déjà là, et même s'il sera toujours possible de broder autour, voire de braconner des fantaisies du type « spin-off » ou « fanfictions », l'histoire de départ est toujours déjà là comme point d'ancrage pour les enfants. Rien à voir donc avec du matériel « neutre » permettant de créer des identités de personnages et des histoires de bout en bout.

Quelques pistes pour laisser les enfants jouer

La date de Noël est souvent très chargée psychologiquement pour les parents qui le fêtent et sont soumis à une injonction consumériste forte : les enfants le ressentent. Couvrir des enfants de cadeaux a plus de sens pour les adultes que pour les enfants, qui

sont incapables de s'intéresser à un nombre trop élevé de présents et que tant de sollicitations finissent le plus souvent par énerver. Les cadeaux ouverts dans la mauvaise humeur, en bas de la pile, seront à peine identifiés et le plus souvent laissés de côté par la suite. De plus, les adultes le savent bien, les fêtes comportent toute une signification sociale du don et du contre-don qui surchargent de sens le jouet qu'on offre à l'enfant - qui le sent bien. D'autant qu'offrir trop de jouets à unE enfant, c'est prendre le risque de surcharger son aire ludique, l'espace dont il/elle a besoin pour choisir et étendre le jeu dont il/elle a besoin à un moment donné. Les enfants ont besoin de temps, de place, et de rangement pour pouvoir effectuer les bons choix - car c'est eux et elles qui ressentent le mieux leurs besoins en développement. En tant qu'adultes, il peut être difficile de ne pas être dirigeant, de ne pas imposer la « bonne » façon de jouer avec tel ou tel jouet, difficile aussi d'accepter la transgression. Mais c'est précisément le meilleur cadeau que nous pouvons faire aux enfants. Laissons-les jouer. **Chloé Moindreau**

ON NE JOUE PAS AVEC LE SEXISME

« On ne naît pas femme, on le devient. » La formule de Simone de Beauvoir est connue. Elle indique que nombre de qualités ou activités prétendument féminines le sont surtout du fait d'une division sexuée des tâches socialement construite, ce qui n'a donc rien de « naturel ». Par cette formule, Simone de Beauvoir indique également que nous sommes « éduquéEs » à devenir un homme ou une femme, à développer telle ou telle appétence en lien avec notre sexe, et ce dès le plus jeune âge. En cette période de fêtes de fin d'année, les catalogues de jouets en sont un exemple frappant.

Aux garçons, les pages bleues et les jeux de bricolage, de connaissance scientifique ou encore d'extérieur. Aux filles, les pages roses et tous les jeux qui leur apprendront à prendre soin de leur apparence et à se préparer à assumer leur future double journée de travail, entre activité salariée et travail domestique gratuit à la maison : mini-aspirateurs, têtes de coiffure, poupons... Tout pour faire « comme maman ». Le message est clair : petites filles, il vous faudra séduire votre prince charmant (sous-entendu, vous ne pourrez vraiment exister qu'avec un homme) et, en plus d'être sous-payées, vous aurez la joie de prendre soin de vos futurs enfants et de votre

intérieur. L'injonction n'est guère plus progressiste pour les petits garçons. De manière extrêmement caricaturale, les jeux de combat et de guerre leur sont spécialement dédiés. On se croirait à la fin du 19^e siècle : préparer les garçons à défendre la nation et les filles à reproduire la force de travail et la chair à canons.

Pages différenciées dans le catalogue

C'est une véritable machine idéologique qui se déploie à travers les catalogues de jouets et qui construit l'imaginaire des enfants. Or, il n'y a pas de fatalité à distinguer par sexe la destination des jouets et jeux. Cela est en partie fonction des périodes et du contexte. Ainsi un article publié en octobre dernier dans le *New York Times* rapporte l'étude d'une sociologue américaine montrant qu'en 1975 seuls 2% des jouets du catalogue Sear étaient différenciés par sexe... contre la totalité sur le site commercial de Disney en 2002. Le profond recul du mouvement féministe n'est sans doute pas déconnecté de ce constat. Pourtant, nombre de campagnes militantes sont menées chaque année partout dans le monde contre cette propagande sexiste qui se mène à travers les jouets. L'année dernière, la délégation aux Droits des femmes du Sénat s'est même emparée du sujet et a publié un rapport « sur l'importance des jouets dans la construction de

l'égalité entre les filles et les garçons ». Si le constat dressé est riche d'enseignements, les recommandations sont plutôt timides visant davantage à sensibiliser sur la question qu'à imposer de nouvelles pratiques (chartes de bonnes pratiques, labellisation, etc.). Plus encore, en cette période de fêtes, elles semblent n'avoir donné que peu de suites.

Lutter contre l'idéologie dominante

Même s'il est bien difficile de résister aux demandes des enfants qui aimeraient avoir le même jouet que leurs copains ou copines, il est possible de lutter (un peu) contre le courant. Tous les petits enfants ont envie de faire comme leurs parents, ainsi une dinette fera plaisir... quel que soit le sexe. Les déguisements peuvent être dégenrés ou donner justement l'occasion de se glisser dans un autre genre... Et surtout il existe des tas de jeux non sexistes. Si les Playmobil ont eu aussi tendance à se genrer ces dernières années, ils restent un classique relativement neutre et les brocantes en sont pleines ! Toujours dans l'idée de lutter contre l'idéologie dominante, les jeux de plateaux ne sont pas forcément des jeux de batailles et de conquêtes : il existe des jeux coopératifs qui favorisent le collectif et l'épanouissement de chacunE. Alors bons jeux à touTEs ! **Abby Taro et Elsa Colonge**

1- Si vous cherchez des idées, n'hésitez pas à consulter le site de l'association EnVies EnJeux <http://www.envies-enjeux.fr/>



BDS

Attaques tous azimuts contre la campagne

Profitant d'un climat délétère favorable à tous les dérapages racistes et islamophobes, les laudateurs d'Israël n'hésitent plus à se lâcher. Comme on pouvait s'y attendre, c'est contre la campagne BDS qu'ils se sont en priorité déchaînés



POTOTHÈQUE ROUGE / JMB

C'est Julien Dray, conseiller régional du PS, qui ouvrait le bal sur France Inter le 2 décembre dernier en déclarant toute honte bue: «Il y a un pays qui combat le terrorisme depuis 50 ans et qui n'a pas créé l'état d'urgence, pas créé de lois d'exceptions (sic!), qui n'a jamais dérapé... C'est Israël». Quelques jours plus tard, alors qu'elle n'était encore que candidate à la présidence de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse – déjà investie par sa mission – affirmait: «Je ne tolérerai pas, en conformité avec la loi, qu'Israël soit boycotté en Île-de-France, ni les produits, ni les artistes, ni les universités»...

Quant au CRIF (Conseil représentatif des institutions juives de France), il n'hésite pas à demander à la mairie de Paris d'interdire une exposition sur les Palestiniens qui se tient actuellement à la Maison des métallos! Mais c'est le mercredi 16 décembre à l'Assemblée nationale lors des questions au gouvernement, que les attaques et les intentions se sont faites plus précises. Répondant à une question raciste et islamophobe du député ultra sioniste UDI Meyer Habib, Manuel Valls n'a non seulement pas désavoué les propos tenus, pourtant passibles de poursuites pénales («la gangrène islamiste»), mais abondait dans son sens: «Je vous le dis ici de la manière la plus claire, nous condamnons toutes les campagnes de boycott à l'égard des produits israéliens, celles-ci sont le plus souvent le paravent d'un antisionisme qui bascule dans l'antisémitisme.»

Toutes ces tentatives d'intimidation n'auront, encore une fois, aucune prise sur les militantEs qui en France sont engagés dans la campagne internationale pour le BDS (boycott, désinvestissement et sanctions). Elles ne font que renforcer notre détermination à poursuivre le combat jusqu'à la satisfaction des justes revendications du peuple palestinien: autodétermination, retrait des colonies, libération de tous les prisonnierEs, droit au retour...

Palestine vivra, Palestine vaincra!

Alain Pojolat

PARIS HABITAT NETTOYAGE

«C'est fini le temps de l'esclavage!»

Depuis trois mois, dans le 20^e arrondissement de Paris, les 53 grévistes de la société de nettoyage OMS Synergie mènent une grève absolument exemplaire de courage et de détermination (voir aussi l'Anticapitaliste n°313 et 316).



DR

Le scandale d'un patron qui se comporte comme un véritable voyou se double du fait que, derrière cette entreprise aux pratiques dignes d'un autre âge, se trouve un donneur d'ordre, Paris Habitat,

baillieur HLM de la Ville de Paris.

Animé par des locataires des immeubles dans lesquels les salariés d'OMS interviennent, un comité très actif les soutient, et la CGT Finances publiques Paris aussi. Les anciens grévistes de TFN, une autre société de nettoyage, ont donné aux salariés d'OMS un chèque de 1000 euros provenant de la caisse de solidarité de leur dernière grève!

Après avoir été lâché par Sud Nettoyage, les grévistes sont maintenant représentés par

la CNT Solidarité ouvrière, avec le soutien de la CGT Hôtels de prestige qui s'est faite remarquer par des grèves victorieuses dans des hôtels de luxe. L'expérience et le poids organisationnel et financier de ce syndicat se sont tout de suite fait sentir avec un don de 3000 euros aux grévistes et une extension de la lutte.

Rassemblement devant un grand hôtel

Après la découverte qu'une filiale d'OMS, Solitis, était titulaire d'un marché de sous-traitance dans le grand hôtel américain, hôtel Marriott Saint-Jacques, le jeudi 17 décembre, un rassemblement très bruyant a été organisé devant l'hôtel avec les grévistes et tous leurs soutiens.

Étaient présents la CNT (SO), la CGT Hôtel de prestige, l'UD CGT, la CGT Finances publiques de Paris, la section CGT de l'hôtel (dont un représentant est sorti pour prendre la parole malgré les intimidations de la direction), des ex-grévistes de TFN, le comité de soutien, des membres du Front de gauche et du NPA... Encouragés par la nouvelle que l'inspection du travail n'a pas autorisé le licenciement demandé par OMS des deux délégués, les grévistes sont décidés à redoubler la pression jusqu'à la satisfaction de leurs revendications.

Ross Harrold

Chèques de soutien à «Syndicat CNT-Solidarité ouvrière du nettoyage, 4, rue de la Martinique, 75018 Paris (mention «Soutien aux grévistes»).

ÉTAT D'URGENCE ET ATTEINTE AUX LIBERTÉS

UniEs, faisons plier ce gouvernement!

Les appels à combattre l'état d'urgence se multiplient, que se soit à travers des pétitions, des réunions, ou des projets de manifestations. Loin de se laisser intimider, le mouvement social reprend la rue. Pour preuve, les migrantEs – un temps invisibilisés – réoccupent la place de la République pour y exprimer l'urgence à répondre à leurs revendications. Jeudi 17 décembre s'est aussi tenu un meeting plein de promesses.

DARK VADOR PARTOUT!!



JUSTICE NULLE PART!!

L'initiative de «l'appel des 58» composé de personnalités du monde culturel, intellectuel, et de responsables politiques et syndicaux, s'est donc tenu une importante réunion publique à la Bourse du travail de Paris. Cet appel, rappelons-le, faisait suite à l'interdiction de manifester en soutien aux migrantEs le 22 novembre dernier et avait été suivi de 58 convocations et gardes à vue.

Le matin même, avant le meeting, au cours d'une conférence de presse tenue dans ses locaux, la LDH rendait public un autre appel signé par une centaine d'organisations exigeant du gouvernement de rétablir sans délai le droit plein et entier à manifester, de cesser les perquisitions et assignations à résidence arbitraires, de lever l'état d'urgence, et de renoncer à une réforme constitutionnelle au contenu inacceptable.

Des revendications qui ont aussi été largement développées tout au long de la soirée par les différents intervenants.

Contre la casse sociale et le climat réactionnaire

Très applaudi, Sergio Coronado, l'un des 6 députéEs ayant voté contre l'état d'urgence à l'Assemblée nationale, réaffirmait son opposition à la révision de la constitution qui sera présentée mardi 23 décembre par le gouvernement. Laurence Blisson, secrétaire générale du Syndicat de la magistrature, dénonçait les 3000 perquisitions abusives et les assignations à résidence,

dont deux activistes écologistes présents au meeting ont été victimes. Patrick Picard, secrétaire général de l'union départementale de la CGT Paris, dénonçait la «violence politique» du pouvoir qui, de l'usage du 49-3 pour imposer son programme de casse sociale à l'application des mesures contenues dans l'état d'urgence, attaque les libertés fondamentales de notre camp social.

Intervenant au nom de «l'appel des 58», notre camarade Olivier

Besancenot a appelé à braver l'état d'urgence en défendant le droit de manifester. Il a également insisté sur la nécessité de faire converger les multiples initiatives qui se développent contre l'état d'urgence. Faisant notamment échos aux interventions du représentant du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), de Sihame Assbague du collectif contre les contrôles au faciès, d'Anzoumane Sissoko pour l'Union nationale des sans-papiers (UNSP), il a en particulier dénoncé le climat réactionnaire ambiant, les violences qu'exerce l'État contre les jeunes des quartiers populaires, les sans-papiers et les migrantEs.

Des thèmes qui avaient également été développés lors d'un meeting

«Pour la dignité, contre la guerre, contre l'état d'urgence» qui s'était tenu à Saint-Denis une semaine plus tôt et auquel plusieurs organisations avaient aussi participé, ainsi que 700 personnes.

Intensifier et unifier le combat!

En quelques semaines, la prétendue unanimité nationale autour de l'état d'urgence a volé en éclats. Les assignés à résidence en appellent au Conseil constitutionnel, et l'exécutif, contesté jusqu'au sein du PS, se voit obligé de retirer son projet de loi sur la déchéance de la nationalité sous la pression de la contestation et des manifestations du mouvement social. Et la spectaculaire hausse de la côte de popularité enregistrée par Hollande après les attentats retombe aujourd'hui tel un soufflé. Mais le compte n'y est pas!

Les appels pour la levée de l'état d'urgence se multiplient. Ainsi, la pétition autour de «l'appel des 333» a recueilli plus de 10 000 signatures et entend tenir un meeting le 31 janvier. «L'appel des 58», quant à lui, appelle à développer la mobilisation, en ne renonçant à aucune des échéances qu'exige le mouvement social. Il appelle à une manifestation nationale lors du vote de la loi à l'assemblée le 7 février prochain.

Les anticapitalistes entendent prendre toute leur place dans la préparation de cette échéance. Ils défendent l'urgence de l'unité la plus large pour y parvenir. Outre l'exigence de la levée de l'état d'urgence et la défense des libertés, il existe aujourd'hui un consensus suffisamment large pour tenir des échéances communes autour de thèmes tels que le soutien aux migrantEs, le lutte contre la stigmatisation des jeunes des quartiers populaires.

Alain Pojolat

SIDEL (76)

En grève reconductible

Entretien. À l'entrée du site de Sidel, le feu de palettes éclaire et réchauffe le piquet de grève filtrant qui bloque la sortie des machines depuis le 14 décembre. Alors que le site d'Octeville qui emploie plus de 800 salariéEs et des centaines de sous-traitants est largement bénéficiaire, que la holding Tetra touche des millions d'euros de CICE et de CIR, c'est l'annonce d'un plan de 209 licenciements et 80 mobilités forcées qui a mis le feu aux poudres. Nous avons rencontré **Werner Le Doare**, délégué CHSCT pour le syndicat CGT du site qui représente 59% des voix aux élections professionnelles.

Peux-tu nous donner des éléments sur la production et l'histoire du site du Havre? Sidel, fondée au Havre dans les années 1950, a inventé dans les années 1980 le

procédé qui permet de souffler des bouteilles en plastiques à partir de préformes en PET. La boîte, propriété de cadres de l'entreprise qui l'ont développée sur une

MIGRANT-E-S

Ces manèges de mort...

La couverture dans laquelle il est emmitoufflé lui fait comme un grand manteau coloré. Il est au centre d'un grand cercle de 150 personnes. Des migrants dans leur quasi-totalité. Il est comme le maître de cérémonie. Il sélectionne la musique sur son téléphone qu'il colle à un mégaphone. Et la danse commence.

Nous sommes dimanche soir 20 décembre sur la place de la République. Il est plus de 22h. La police, autour, n'est intervenue que pour refuser toute bâche, toute tente, toute banderole. Comme une histoire qui bégaie. Car depuis la veille, à la fin de la manifestation qui a rassemblé plusieurs milliers de personnes en solidarité avec les migrantEs, environ 150 migrantEs ont décidé de s'installer là pour ne plus être à la rue, exiger un hébergement.

La pointe avancée de la bataille pour l'égalité

Quel symbole, quelle résilience encore ! La dernière évacuation d'un campement de lutte, avant les attentats, avant l'état d'urgence, c'était ici le vendredi 13 novembre. Le matin même des attentats... Et ce retour sur la place, c'est le meilleur hommage aux victimes, la plus grande résistance : la vie continue et la bataille pour l'égalité. Et ce sont encore les migrantEs qui en sont la pointe avancée. Quand tant d'autres hésitent ou reculent.

Il y a un autre symbole sur cette place, qui commence à en être surchargée. Un symbole du cynisme absolu du pouvoir s'il est volontaire. Ici, sur cette place, à l'endroit où se tenait le campement des migrants avant les attentats, un manège a été installé, un carrousel. Exactement comme un manège identique avait été installé après la dernière évacuation sur la halle Pajol fin juillet. Un manège avec des voitures, des trains, des chevaux, ces moyens de voyager, de circuler. Pour occuper la place des migrants à qui, justement, on interdit de circuler. Un manège où circuler, c'est juste tourner en rond... Mais, ici, la danse des migrants est un défi au manège du pouvoir. Une invitation à la lutte et à la solidarité. Car l'état d'urgence, c'est le début de l'extension à toute la société du système des frontières, de l'interdiction de circuler faite aux migrants.

Et pendant ce temps...

C'est Noël sous état d'urgence. La semaine dernière, un foyer de travailleurs a été envahi par la police, les sans-papiers arrêtés, et certains envoyés au centre de rétention. À Calais, le scandale continue. Et la semaine dernière, 3 cadavres ont été retrouvés sur les côtes turques, dont deux enfants. Un jour plus tard, 5 réfugiés mourraient noyés, puis 18 autres deux jours après. L'ONU a annoncé plus de 5000 morts en 2015. Pendant ce temps, un mini-sommet a eu lieu à Bruxelles. Sur les 22000 migrants que l'Union européenne s'était engagée à accueillir en juillet, seulement 600 ont effectivement fait l'objet d'une « réinstallation ». Sur le plan adopté en octobre de « relocalisation » de 160 000 réfugiés, seulement 184 personnes étaient concernées au 16 décembre... Les pays européens incapables de se mettre d'accord

sur rien ont décidé... de se réunir à nouveau en février. La seule décision a été d'entériner la volonté de la Suède de ne plus accueillir de migrants !

Le 23 janvier, nous irons manifester à Calais. Le même jour, les mouvements grecs et turcs manifesteront à la frontière entre leurs deux pays. Pour réclamer la fin de ce scandale. Pour

réclamer l'ouverture des frontières. Pour se battre aux côtés des migrantEs, pour la fin de ce système qui est en train de tous et toutes nous étouffer. Pour que les manèges ne deviennent pas symboles des prisons. Pour que les enfants puissent se dire qu'ils sont le symbole des voyages qu'ils feront plus tard. Librement...

Denis Godard



Samedi dernier à Paris, les migrantEs toujours en lutte ! PHOTOTHÈQUE ROUGE, JMB

PORT DE GENNEVILLIERS (92) Fin de grève à Geodis

Démarrée le 18 novembre, la grève de 59 salariéEs agents de quai de la plateforme Geodis à Gennevilliers a pris fin le mercredi 16 décembre.

Le protocole de fin de conflit a entériné : une enveloppe de 80 000 euros pour des augmentations et primes individuelles avec « une attention particulière » pour les bas salaires et les salariéEs n'ayant jamais eu d'augmentation individuelle ; l'embauche d'au moins 5 intérimaires avant la fin mars 2016 ; la réfection des douches et vestiaires et le changement des fontaines à eau ; une expertise de la pénibilité sur la plateforme ; aucune sanction disciplinaire pour fait de grève. Ce dernier point a pesé lourd lors du vote sur la reprise. La

direction avait pris 5 otages en engageant des procédures de licenciement pour « faute lourde » en raison du blocage des portes. Les grévistes ont préféré reprendre le travail en restant loin de leurs revendications, mais en gardant la force et la cohésion acquises pendant ces jours de lutte en empêchant ces licenciements.

« Toujours prêts à aller sur les barricades »

À première vue, les résultats comptables sont plutôt maigres pour une grève d'un mois qui a paralysé pendant 12 jours la

plateforme la plus rentable du groupe Geodis Calberson et qui a, après l'intervention des flics, réduit l'activité à 15% de la production habituelle. Geodis a préféré perdre beaucoup d'argent plutôt que de satisfaire les revendications, voulant avant tout casser ce groupe rebelle fortement syndiqué à la CGT. Mais Geodis a échoué sur un point important et a dû renoncer à licencier des salariéEs qui ont osé braver l'ordre patronal.

À l'inverse, les salariéEs ont pris conscience de leur force. La solidarité de salariéEs et de structures CGT a été au rendez-vous, avec collectes et dons de solidarité. La grève est cependant restée isolée dans la ville et n'a pu s'étendre à d'autres plateformes Geodis. Un isolement qui a été le principal atout de la direction. Mais ces gens auraient tort de se réjouir : comme dit le communiqué de la section CGT « Les salariéEs CGT seront toujours prêts à aller sur les barricades pour défendre leur droit à la dignité et à un salaire décent. »

Correspondant



A Geodis, mobilisés jusqu'au bout ! DR

LA POSTE (92) Près de deux mois de grève à Neuilly-sur-Seine

Depuis deux mois, les facteurs et factrices de Neuilly-sur-Seine (92) sont en grève à plus de 80% contre les suppressions d'emploi et la dégradation de leurs conditions de travail.

Leur mobilisation a entraîné celle d'autres bureaux des Hauts-de-Seine en novembre, permettant de gagner le paiement de la distribution des professions de foi électorales... Une revendication qui semble évidente... mais pas pour La Poste.

La direction compte sur l'isolement des grévistes et sur leur asphyxie financière, menaçant d'infliger des paies à zéro euro à la veille des fêtes.

La convergence et la solidarité

Chaque jour, les grévistes se rendent dans d'autres centres du département pour des prises de parole toujours bien accueillies... Leurs collègues savent qu'ils doivent également s'attendre à des « réorganisations », synonymes de suppressions de postes, d'augmentation des charges de travail et de délocalisations des sites.

La journée de grève du 17 décembre a ainsi été suivie dans d'autres villes, comme à Courbevoie où elle a dépassé les 50%. Les grévistes du département se sont réunis en AG, rejoints par ceux et celles de Saint-Germain, Chanteloup et Conflans (Yvelines) pour ainsi regrouper 120 postierEs. Ils ont manifesté ensemble à la direction départementale du 92 et effectué une prise de parole à la cantine. La manif s'est achevée en barbecue, forme de pot de départ pour le patron de La Poste 92, M. Saint-Guilhem ! Et le surlendemain s'est tenue à Nanterre une fête des grévistes des deux départements destinée à remplir une caisse de grève commune. Les grévistes ont aussi pu recevoir des gages de solidarité lors de leur participation au meeting unitaire contre l'état d'urgence ou lorsqu'ils ont reçu le 22 décembre la visite d'Éric Coquerel, porte-parole national du PG et conseiller régional.

Soutien financier

Ayant échoué à isoler la grève, la direction de La Poste n'a pas pu non plus aller au bout de sa menace de paies à zéro euro. Et avec le contenu de la caisse de grève, les grévistes ont pu toucher presque l'équivalent de leurs (certes maigres) salaires habituels.

Cette solidarité doit se poursuivre. Non seulement La Poste est toujours dans l'optique de faire durer le conflit, même si elle annonce vouloir entamer des discussions plus sérieuses, mais en plus elle s'appête à priver de salaires des militants en prononçant de lourdes sanctions contre eux. Le 17 décembre, la justice a annulé la réintégration de Thibault, postier de La Garenne/Bois-Colombes, licencié suite à la longue grève de 2014. De son côté, Gaël, secrétaire départemental de SUD activités postales 92 a écopé de deux mois de mise à pied et... d'une nouvelle convocation en procédure disciplinaire pour laquelle il risque trois mois supplémentaires.

Tout en poursuivant la mobilisation et les recours contre ces décisions scandaleuses, il faut maintenir les salaires de ces militants, uniquement réprimés pour le rôle qu'ils jouent dans la résistance aux attaques patronales.

Correspondant

Pour donner :

- caisse de grève en ligne : <https://www.yoongo.com/>

fr-c-cause-de-greve-des-postiers-du-92

- chèques à SUD Poste 92, 51, rue Jean-Bonal, 92250, La Garenne-Colombes

(mention solidarité grévistes au dos)

contre les suppressions d'emploi

base paternaliste, s'est peu à peu diversifiée pour assurer la production de l'ensemble de la chaîne, de la bouteille à la mise en palette. Ses machines assurent 50% de la production mondiale de bouteilles d'eau. Elle a été vendue au début des années 2000 au géant Tetra. Le management a alors progressivement changé, le développement a été stoppé, et un plan de licenciements a été imposé en 2004.

La direction a annoncé en septembre un nouveau plan social...

Ça avait déjà fuité depuis juillet, ce qui nous a permis de nous organiser. Autour de Reynald, secrétaire du syndicat CGT et co-secrétaire de l'UL, nous avons mis

en œuvre une stratégie dans la durée en associant l'intersyndicale (CGC, CFDT et UNSA). Malgré les lois Macron, nous avons réussi à imposer dans l'accord de méthode une commission économique présidée par l'intersyndicale. Cela nous a permis de démontrer l'incohérence des choix économiques de la direction et de convaincre les salariéEs de la justesse du combat pour obtenir le zéro licenciement. Les décisions ont été prises dès le début en AG réunissant plus de 500 salariéEs. Nous avons également mis ce temps à profit pour sensibiliser la population de l'agglo (boycott dans les supermarchés, manifestation de ville un samedi...). Des intimidations ont été tentées par la direction (plainte contre

X en raison d'une bousculade), mais les menaces de convocation par la police n'ont pas été mises à exécution, le syndicat CGT du GPMH ayant immédiatement annoncé que toute mise en cause d'un salariéE de Sidel entraînerait le blocage immédiat du port.

Alors que l'ouverture des négociations sur le livre I ne démarre que le 8 janvier, vous avez changé de braquet lundi 14 décembre. Quelle est la stratégie ?

Après trois mois de négos, nous ne sommes parvenus à gagner que sur 24 suppressions. Surtout, il apparaît clairement que la stratégie industrielle désastreuse de la direction menace à terme la pérennité du

site, sans parler des sous-traitants (plus de 2600 familles). Tissman, le représentant de la direction qui négociait jusqu'à maintenant a été démis et un nouveau dirigeant arrive aujourd'hui lundi 21. Nous devions montrer clairement que son arrivée devait s'accompagner d'une toute autre orientation.

Depuis lundi 14, nous sommes en grève tournante reconductible avec piquet de grève permanent à l'entrée du site. L'ambiance est bonne grâce à la participation de très nombreux salariéEs par cars de 3 heures la nuit et du soutien des OS (UL et UD CGT notamment) et de la population. Nous reconduisons chaque jour la grève en AG. Une dizaine de machines sont bloquées sur le site. Alors que le carnet de commandes est plein, la production est maintenant très ralentie. Grâce à la grève tournante, nous ne faisons que 2 jours et 1/2 de grève au



Piquet de grève musical à Sidel DR

maximum par semaine. Nous maintenons notre double revendication : sur la stratégie industrielle et sur le zéro licenciement.

Dernière minute : l'intersyndicale est ressortie de l'audience avec le nouvel envoyé de la direction centrale avec deux éléments : un durcissement de la négociation et des sous-entendus sur une réduction significative du nombre de suppressions d'emploi. L'AG a voté la reconduction de la grève et du blocage du site.

Propos recueillis par nos correspondantEs



Les comités en action!

Pontivy (56) L'État autorise la manifestation des fachos...et interdit celle des antifascistes. Le 14 novembre dernier, la paisible sous-préfecture de Pontivy dans le Morbihan a été le théâtre d'une manifestation ultra-violente organisée par les fascistes nationalistes bretons d'Adsav. Les manifestants ont agressé de nombreuses personnes tout au long de la manif, s'en prenant plus particulièrement aux immigrés ou à tous ceux et celles qui pouvaient ressembler à des immigrés. La manifestation avait été autorisée, les gendarmes n'ont procédé à aucune interpellation et le préfet a affirmé « qu'à ce jour aucune infraction à caractère raciste n'était remontée jusqu'à lui »... malgré plusieurs plaintes déposées! Pour réagir à ces événements, un Collectif contre le racisme et la xénophobie se crée et a décidé d'appeler à une manifestation festive et familiale le samedi 19 décembre contre le racisme et la xénophobie. L'union des commerçants, craignant des incidents alors que se déroule le très consumériste «marché de Noël», a demandé le report de la manifestation, immédiatement soutenus par la maire de Pontivy, Christine Le Strat (Modem). Dans un premier temps, l'ensemble du collectif pontivien a maintenu la manifestation. Mais, le 15 décembre, le préfet a demandé officiellement le report de la manif. À ce moment, une fracture s'est opérée dans le collectif. Une partie de celui-ci, dont le NPA fait bien entendu partie, a maintenu l'appel à manifester tandis que d'autres organisations ont accepté l'interdiction préfectorale. Des arrêtés préfectoraux affichés en ville menaçaient les contrevenants de 6 mois d'emprisonnement et de 7500 euros d'amende. Les manifestantEs se sont rassemblés tout de même sur la grande place du centre de Pontivy. À dominante «antifa», on y a vu également des drapeaux d'Alternative libertaire, des camarades du NPA lançant: «État d'urgence, État policier, on ne nous enlèvera pas le droit de manifester», la FA et la CNT, ainsi que quelques personnes d'EELV. Une bonne partie des orgas du collectif a déserté: Front de gauche, CGT, FSU ou Solidaires... Malgré cela, les manifestants étaient loin d'être ridicules, bravant réellement et jusqu'au bout l'état d'urgence. Et, après une prise de parole et quelques hésitations, la décision est prise: on manifeste! Le cortège, près de 400 manifestantEs, s'est retrouvé face à une rangée de gendarmes. Mais les «pandores» n'ont pas reçu la consigne d'interdire physiquement la manif... et se sont effacés pour nous laisser passer. Un officier est venu toutefois nous signifier qu'en défilant, nous aggravions le délit... ce qui ne nous a pas empêché de continuer la manif jusqu'au palais des Congrès, où il y a eu plusieurs prises de paroles, puis retour en cortège jusqu'à la place d'où nous sommes partis. La dissolution se faite également dans le calme. Aucun débordement, aucune violence, aucun affrontement avec la cinquantaine de gendarmes présents sur place. Et dans la soirée, la préfecture affirmait que des poursuites seraient engagées contre les manifestantEs. Affaire à suivre...

Gennevilliers (92) Salle comble pour la réunion publique avec Olivier Besancenot. Mardi 15 décembre, la fédération du NPA 92 nord a tenu un meeting à la bourse du travail contre la guerre et l'état d'urgence. Plus d'une centaine de personnes se sont retrouvées autour d'Olivier Besancenot, Armelle Pertus, militante de la fédération du NPA et enseignante à Gennevilliers, mais aussi autour de salariés acteurs du luttes dans le département ou ailleurs. Avec les postiers de Neuilly en grève depuis plus de 50 jours, ou encore Mathieu, syndicaliste à Air France, et Gary, enseignant au collège Gay-Lussac de Colombes, obligé de tenir il y a quelques semaines une grève de la faim pour obtenir la levée de sanctions disciplinaires qui pesaient contre lui. Nous avons pu mesurer à quel point l'état d'urgence était un moyen de tenter de museler les mobilisations. Pour les postiers de Neuilly, c'est avec colère qu'ils constatent chaque jour le cynisme du gouvernement et de la direction de La Poste qui utilise les morts du 13 novembre pour leur interdire de manifester ou d'entrer dans des bureaux de poste pour étendre la grève. Ensemble, nous avons évoqué la nécessaire urgence sociale qu'il faudrait opposer à leur état d'urgence guerrier et sécuritaire. Il est urgent de construire un mouvement le plus large possible pour la levée immédiate de l'état d'urgence mais aussi contre la guerre et les interventions militaires qui, loin d'être une solution, sont la cause du problème. Ce sont leurs guerres mais ce sont nos morts! C'est autour de ces perspectives que le NPA 92 nord a donné rendez-vous aux participantEs.

Des auteurs aussi différents que William Blanc et Christophe Naudin pour *Charles Martel et la bataille de Poitiers: de l'histoire aux mythes identitaires*, Olivier Le Cour Grandmaison avec *L'empire des hygiénistes: faire vivre aux colonies*, Quentin Ravelli pour *La stratégie de la bactérie. Enquête sur la fabrication d'une marchandise médicale*, Talat Ahmed qui a travaillé avec Chris Harman présentant l'ouvrage *La Révolution allemande 1918-1923*, Julien Salingue devant une assemblée très nombreuses pour débattre autour de son livre *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration*, et pour finir l'année, Florence Johsua avec son livre *Anticapitalistes, une sociologie historique de l'engagement*, un thème cher à notre courant puisque son objet n'est autre que la LCR de 2002 à 2009. Des participations inégales, largement hors NPA, difficilement

prévisibles, bonnes ou mauvaises surprises. Mine de rien, chaque présentation représente du travail de préparation en collaboration avec l'auteur/trice, l'approvisionnement du livre, l'installation de la librairie, sans compter l'en-cas qui permet de continuer dans un off prolongeant agréablement les discussions.

Faire vivre la librairie, notre responsabilité

L'autre front est constitué par le relatif rush de fin d'année. Même si tous les militantEs sont loin d'avoir le réflexe «La Brèche», l'activité est nettement plus grande en cette fin d'année. Cartons venant des éditeurs, cartons d'envois en régions, piles de livres à référencer, mise en rayon, clientEs à conseiller, les

libraires sont presque débordés. Mais c'est une «sur»-activité qu'ils/elles aimeraient bien retrouver tout au long de l'année...

Car notre librairie, coincée entre son statut «géographique» de «librairie de quartier» dans un quartier peu propice à cette activité et son statut de librairie militante, a du mal à trouver un rythme d'activité combinant équilibre financier et conditions de travail des salariéEs. Pourtant, La Brèche est un outil indispensable comme «vitrine» du NPA, lieu de débats, d'échanges entre militantEs et reconnue largement au-delà de nos rangs. Sollicités pour de nombreuses initiatives, meetings et réunions publiques, nos camarades-libraires sont ainsi des ambassadeurs alliant les bons

côtés de «l'orthodoxie» – marxiste, communiste, trotskiste – et l'ouverture politique à tous les courants du mouvement ouvrier, social, l'ouverture culturelle.

SortiEs de ce rush de fin d'année et de l'incontournable inventaire, ils/elles repartiront pour une nouvelle année, un vrai «boulot» avec ses moments de stress, de fatigue, mais aussi d'une activité souvent enthousiasmante. Avec dès ce 13 janvier, la présentation d'un ouvrage collectif *Je suis Charlie. Ainsi suit-il...* par un des auteurs Alain Brossat. Un débat à l'actualité totalement renouvelée après le 13 novembre.

La Brèche, une face visible du NPA dont nous avons toutes et tous la responsabilité qu'elle puisse vivre. **Robert Pelletier**

librairie

La Brèche

la librairie militante!

27 rue Taine 75012 Paris - tél : 01 49 28 52 44 - contact@la-breche.com
lundi au samedi 12h-20h

vente en ligne
la-breche.com

...il est urgent d'offrir des livres!

État d'urgence ???

Fournisseur officiel du mouvement ouvrier

Initiative

Les états généraux LGBTI: le début d'un processus

L'objectif des états généraux qui se sont tenus à Avignon du 13 au 15 novembre était de rassembler les composantes du mouvement LGBTI autour d'un manifeste afin de construire des perspectives après les mobilisations sur le mariage pour tous.



Dans la Marche des fiertés de Lille en 2013. PHOTO THÉÂTRE ROUGE / AREZKI

légimité de «direction» auto-proclamée de l'Inter-LGBT a été largement remise en cause, et ses représentants présents aux états généraux ont été malmenés politiquement et mis en difficulté. Des militantes ont rappelé que, lors de sa campagne pour les régionales, le PS mettait en avant le mariage pour tous dans son bilan, essayant d'instrumentaliser nos luttes à des fins électorales. Le ras-le-bol vis-à-vis du PS et

de ses multiples trahisons était donc clairement palpable, ainsi que l'envie de reconstruire un mouvement LGBTI militant.

Ça ne fait que commencer

Ces états généraux n'ont pas permis de ressortir avec une nouvelle structuration du mouvement LGBTI au niveau national. Il n'en est pas non plus ressorti une stratégie claire et une plateforme de revendications minimales, cela

même s'il semblait y avoir au minimum un large accord sur la question de la PMA et des droits des trans.

Mais cette première rencontre a permis l'enclenchement d'un processus qu'il faudra suivre lors des mois et années à venir. Le fait de nous réunir dans une sorte de grande assemblée générale nationale a permis de mettre en lien des militantEs jusque-là isolés et qui subissaient lourdement le poids de l'arrêt des luttes après celles du mariage pour tous.

Une part importante des interventions ont abordé la question des Marches des fiertés et de la nécessité de leur coordination à travers un message politique clair et national. Les interventions laissaient ressortir un refus que le message qui ressorte des marches de 2016 soit un appel à voter pour le PS, les remerciant pour le mariage pour tous.

Il y avait un large accord pour dire que ces états généraux devaient se prolonger lors d'une seconde édition permettant d'approfondir les débats et d'aller plus loin. Une affaire à suivre. **CorrespondantEs**

Bande dessinée

Economix

La première histoire de l'économie en BD, Michael Goodwin, illustrations de Dan E. Burr, Les Arènes, 2014, 22,90 euros

L'économie en BD est une idée qui a fait son chemin. Ces auteurs américains nous en proposent un « sommet » réjouissant. Comment expliquer dans le même mouvement la dynamique du capitalisme et la pensée économique qui l'a accompagnée ? Des mercantilistes aux néoclassiques en passant par Adam Smith, Thomas Malthus, David Ricardo et Karl Marx ? C'est le défi que nos auteurs ont relevé et leur propos est très pédagogique et passionnant.

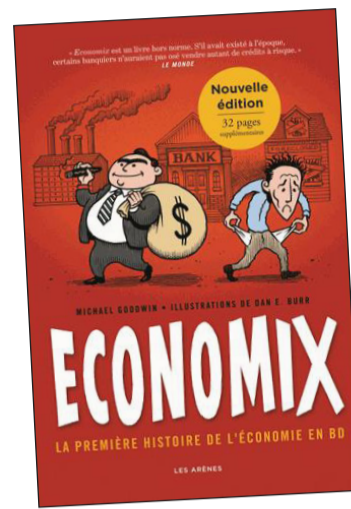
De façon ironique et décapante, le dessin de D.E. Burr illustre les théories foireuses des libéraux qui ne cherchent qu'à justifier l'enrichissement d'une minorité au détriment du plus grand nombre. L'ouvrage, traduit de l'américain, nous raconte surtout l'histoire de l'économie des États-Unis, du pouvoir des trusts au début du 20^e siècle à la crise des subprimes et aux enjeux du traité transpacifique. Les leçons tirées sont-elles applicables à l'économie française et internationale ? Le ton du livre est résolument progressiste sur le plan politique et hétérodoxe sur le plan économique. Le propos reste clair tout au long. La pensée économique y fait des incursions régulières où Keynes et

Friedman s'y affrontent régulièrement, sans obscurcir le déroulement implacable de lois économiques finalement bien peu scientifiques. Les textes pleins d'humour transforment l'économie en une histoire amusante et accessible à tous.

Une critique féroce du capitalisme libéral

BD ou pas, l'ouvrage est épais et nécessite des allers-retours du lecteur vers les différentes théories ou époques historiques. Les auteurs ont bien compris la difficulté en panachant l'ouvrage de rappels et en offrant un glossaire des principaux concepts économiques, ainsi qu'un index pour les principaux faits ou personnalités historiques. Un vrai manuel économique, non

pas pour les nuls, mais pour ceux qui pensent que seule la critique de l'économie politique peut permettre d'ouvrir une voie à la mobilisation contre un système de pillage des hommes et de la planète. Vous ressortirez rincés de ces 320 pages et avec une seule certitude : en économie, il n'y en a pas, de certitude... mais les périodes de forts impôts pour les plus riches ont toujours été bénéficiaires à l'enrichissement du plus grand nombre et porteuse de progrès social ! Les auteurs ne sont pas marxistes, juste keynésiens, mais leur critique du capitalisme libéral est féroce et l'ouvrage se conclut par un appel à l'action optimiste car « résoudre un problème économique a forcément une corrélation avec les autres ». Une



opportunité de mettre au pas les banques et les trusts, comme lors du krach de 2008, se représentera forcément et c'est à nous de nous y préparer pour l'avenir de la planète ! La lutte de classes est illustrée de façon très humoristique et souvent par des coups de pied au cul d'un camp vers un autre. Les erreurs des nos grands anciens (Marx, Engels, Lénine, Trotski) sont largement évoquées jusqu'à l'occultation du testament de Lénine. Un ouvrage à mettre dans toutes les mains et que l'on peut prolonger sur le site de l'auteur !
Sylvain Chardon
 1-http://www.economixcomix.com/

Bande dessinée

Cher pays de notre enfance

Enquête sur les années de plomb de la V^e République, Étienne Davodeau et Benoît Collombat, Futuropolis, 2015, 24 euros

Au pays des barbouzes... Sur la photo officielle réalisée par Jean-Marie Marcel, le général de Gaulle se tient debout dans la bibliothèque du palais de l'Élysée. Il porte la panoplie complète du chef de l'État (grand-croix de la Légion d'honneur et collier de grand maître de l'ordre de la Libération). Le regard est lointain, tourné sur la gauche. La main droite repose sur deux livres épais. C'est cette photo qu'Étienne Davodeau a utilisée (après avoir dû demander une autorisation officielle !) pour la couverture de son nouvel album, réalisé avec Benoît Collombat. Un léger détail distingue pourtant le dessin qui sert de couverture à l'album de la photo : la tache

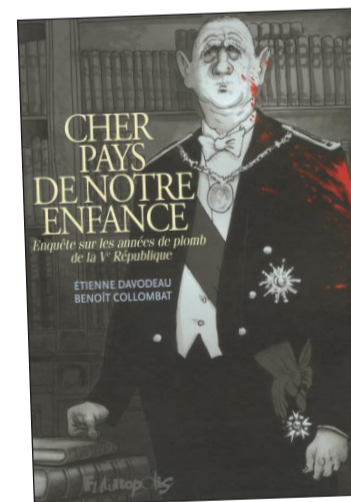
de sang rouge qui éclabousse De Gaulle sur sa manche et le côté de son visage... Cette image très forte de la couverture donne le ton de cet album consacré à une face sombre – très sombre ! – de la vie politique française de 1975 à nos jours, c'est-à-dire après la mort du général de Gaulle. Mais l'époque porte l'empreinte de décisions et de choix politiques antérieurs. Étienne Davodeau et Benoît Collombat s'attaquent ici à la « grande » histoire nationale ou plutôt descendent dans ses sombres sous-sols via cet album atypique. Celui-ci se présente comme une enquête (passionnante !) où les deux comparses vont à la rencontre des témoins encore vivants des affaires qu'ils

évoquent ou de celles et ceux qui, aujourd'hui encore détiennent des informations capitales ou subissent les conséquences de ces affaires lointaines. Le livre est composé de quatre parties dont chacune est consacrée aux agissements des barbouzes de la République, en l'occurrence le SAC (officiellement une simple association créée en 1960 par des fidèles du général de Gaulle, comme Jacques Foccart, Alexandre Sanguinetti ou Roger Frey afin de « défendre sa pensée et son action »...). Davodeau se met en scène avec son comparse dans des planches en noir et blanc où la finesse du trait, l'usage des nuances de gris, la variété des plans sur les visages, les décors – à la fois simples et

sophistiqués – nous plongent littéralement au cœur de l'enquête. D'un point de vue graphique, c'est une réalisation remarquable qui en fait non seulement un ouvrage d'histoire et de journalisme d'investigation mais aussi une véritable œuvre d'art.

Élise

Consulter l'intégralité de l'article sur le site du NPA



Exposition

« Villa Flora, les temps enchantés »

Musée Marmottan-Monet, jusqu'au 7 février 2016

Il est ophtalmologiste, elle dessine des tissus : ce couple d'amateurs d'art suisses, Arthur et Hedy Hahnloser-Bühler, collectionneurs et mécènes, souhaitent vivre leur temps, celui du début du 20^e siècle. Ils constituent une fabuleuse collection dans leur Villa Flora à Winterthur près de Zurich, lieu d'échange et atelier de création, où les artistes, devenus des proches, sont des hôtes réguliers. Ils commencent leur collection avec les peintres suisses Ferdinand Hodler, ses puissants paysages de montagne, et le post-impressionniste Giovanni

Giacometti, le père d'Alberto. Mais grâce à Félix Vallotton, né suisse, avec qui ils se lient d'amitié, c'est vers la toute nouvelle création artistique à Paris qu'ils se tournent avec intuition, et ils soutiennent avec courage et obstination les artistes nabis décriés à l'époque, en rupture avec l'art officiel. Vallotton, la rencontre décisive, ils en deviennent un de ses principaux collectionneurs : des œuvres majeures sont à l'expo comme *La Blanche et La Noire*, scandaleux à l'époque, énigmatique remake de *Olympia* de Manet, entre bourgeoisie lascive et domestique délurée, ou encore

ses paysages réinventés intensément lumineux. Les nabis vont alors incarner la constante maturation de leur collection : Vallotton donc mais aussi Pierre Bonnard avec son temps suspendu, comme dans le portrait sensible de la famille Hahnloser, *Promenade en mer*, ou *Les fleurs fanées dans Le pot provençal*, et dans une moindre mesure le discret et intimiste Édouard Vuillard du début ainsi que le sculpteur Aristide Maillol. À leur tour ces artistes vont conseiller d'élargir le cercle aux œuvres de leurs amis fauves : Thierry Manguin puis

Albert Marquet et Henri Matisse, sa peinture de fenêtres, *Nice Cahier noir*, et ses sculptures, et de leurs maîtres référents, les précurseurs Odilon Redon, Paul Cézanne, Édouard Manet, son *Amazonne*, et Vincent Van Gogh, *Le Semeur*. Des œuvres exceptionnelles (et on n'en voit à Paris qu'une partie !), un résumé de l'art moderne principalement des nabis puis des fauves, du temps enchanté de la Villa Flora qui, devenue musée, abrite une des rares collections d'importance à ne pas avoir été dépecée.
Ugo Clerico

Cinéma

Le pont des espions

De Steven Spielberg avec Tom Hanks, Mark Rylance et Scott Shepherd. Sortie le mercredi 2 décembre 2015



Le dernier film de Spielberg reprend un épisode réel de la guerre froide qui a vu l'échange d'espions soviétiques et américains. Une reconstitution exceptionnelle des années 1950, des vêtements aux voitures, aux rues, aux villes. On se délecte de passer d'un signe à l'autre de cette reconstitution. Jusque dans les rapports sociaux au sein de la famille, à la place de la femme reléguée à la gestion de la famille, et au service de son homme... Une suite de figures caricaturales et attendues propres au western.

Les deux mondes antagoniques ont leurs couleurs, leur météo : pour les Soviétiques le bleu, le froid, le gris, et au monde capitaliste, une ambiance coquette et pimpante complètement engagée dans les trente glorieuses et l'américain way of life... Avec la pointe d'humour produite par la patte des frères Cohen au scénario. Spielberg met en scène un Monsieur Tout-Le-Monde confronté à une épreuve qui devrait le dépasser mais qu'il assume en s'appuyant sur ses fondamentaux, la Constitution américaine et la démocratie. Une figure ultra classique du cinéma américain comme de chez Spielberg lui-même, ce qui lui permet une critique de la paranoïa américaine, du cynisme des machines bureaucratiques auquel notre héros est obligé de se confronter. Hélas, le film ne tient pas ses promesses : le suspense et la critique s'estompent peu à peu, en même temps que Spielberg se perd et nous perd dans la nostalgie de l'Amérique idéalisée de son enfance. On en sort frustré et déçu.

Jean-Marc Bourquin

librairie
 ★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :

Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h



Souscription 2015 Une seule bonne raison!

Le calendrier avance, et la date couperet du 31 décembre arrive. Aider financièrement le NPA, c'est maintenant ou (presque) jamais! Encore quelques doutes ou interrogations?

Vous pensez que Tapie doit rendre la moindre de ses cuillères pour rembourser le casse du siècle qu'il a accompli avec la pleine coopération de Sarkozy quand celui-ci était au Château? Vous êtes plus Bernie Sanders ou Jeremy Corbyn que Hillary



2017? Vous avez eu peur après les attaques du 13 novembre... et bien plus encore maintenant au regard des réponses politiques apportées par le pouvoir? Vous avez admiré Platini – vous êtes un footeux, ne niez pas l'évidence – mais vous pensez

de genre, de sexe ou d'orientation sexuelle, c'est mieux, non? Vous pensez que l'islamophobie est au présent ce que l'antisémitisme fut à certaines heures du 20^e siècle? Vous ne pleurez pas seulement les morts quand ils sont français, ou même « occidentaux »? Parce que vous pensez que le « dialogue social », c'est l'organisation concertée de la régression sociale entre le patronat, le gouvernement et des grandes centrales syndicales? Vous trouvez que votre avis d'imposition est de plus

en plus salé? C'est que vous allez bientôt être pauvres... Vous vous réjouissez que votre avis d'imposition soit à zéro? C'est que vous êtes déjà pauvres! Quoi qu'il en soit, vous payez tous la TVA... Parce que les sans-papiers ont raison: y en a marre, y en a marre, y en a marre... Dans toutes ces raisons, si vous n'en trouviez qu'une seule, c'est à coup sûr la bonne pour donner au NPA.

Pour nous aider:
<http://www.npa2009.org/souscription>

Nous, porte-parole du NPA, notre Plan A...

Pour faire payer leurs crises aux capitalistes, nous n'avons pas de « Plan B », seulement un « Plan A »: l'auto-organisation et les mobilisations unitaires, démocratiques et radicales de tous les exploités et opprimés, dans une perspective de transformation révolutionnaire de la société. Cette perspective, nous la construisons dès maintenant en luttant, au jour le jour, sur tous les fronts de la lutte des classes: sur nos lieux de travail et de vie, dans la rue et les entreprises, dans nos syndicats, collectifs et associations, contre l'exploitation et toutes les oppressions (de genre, de race, d'orientation sexuelle), en solidarité avec tous les combats internationaux des peuples en lutte contre les guerres impérialistes et les régimes sanguinaires, dans les mobilisations pour changer le système, pas le climat...

Le NPA n'est évidemment pas à lui seul ce « Plan A ». Mais nous pensons qu'il en est un rouage essentiel. Et pour le faire tourner, il faut (aussi) de l'argent. De l'argent pour éditer notre matériel, payer des locaux, soutenir des causes et des luttes, rémunérer des permanents, se déplacer, cela sans oublier les très onéreuses élections de cette République... Pour déverser leur propagande libérale et réactionnaire, les classes dominantes ne comptent pas les millions, et disposent, eux, de mille relais: l'État, des médias, des intellectuels... et des partis institutionnels. En revanche, les anticapitalistes ne peuvent compter que sur eux-mêmes et sur la solidarité, militante et financière, de toutes celles et ceux qui refusent de subir. C'est pourquoi nous en appelons à votre soutien financier. **Olivier Besancenot, Christine Poupin et Philippe Poutou**

Clinton ou Ed Miliband? Pour vous, l'état d'urgence est social et climatique? Parce que le 29 novembre place de la République, vous avez vu les CRS piétiner le mémorial des victimes de Daesh deux semaines plus tôt? Vous pensez que la COP21, c'est du bidon, mais d'un genre tout à fait redoutable, dévastateur? Parce qu'avant d'être « réformés » par le fait de l'homme aux écus qui les possède désormais, *Les Guignols de l'info* n'étaient certes pas marxistes révolutionnaires, mais bien plus lucides, drôles et pertinent que la quasi-totalité du triste « PAF »?

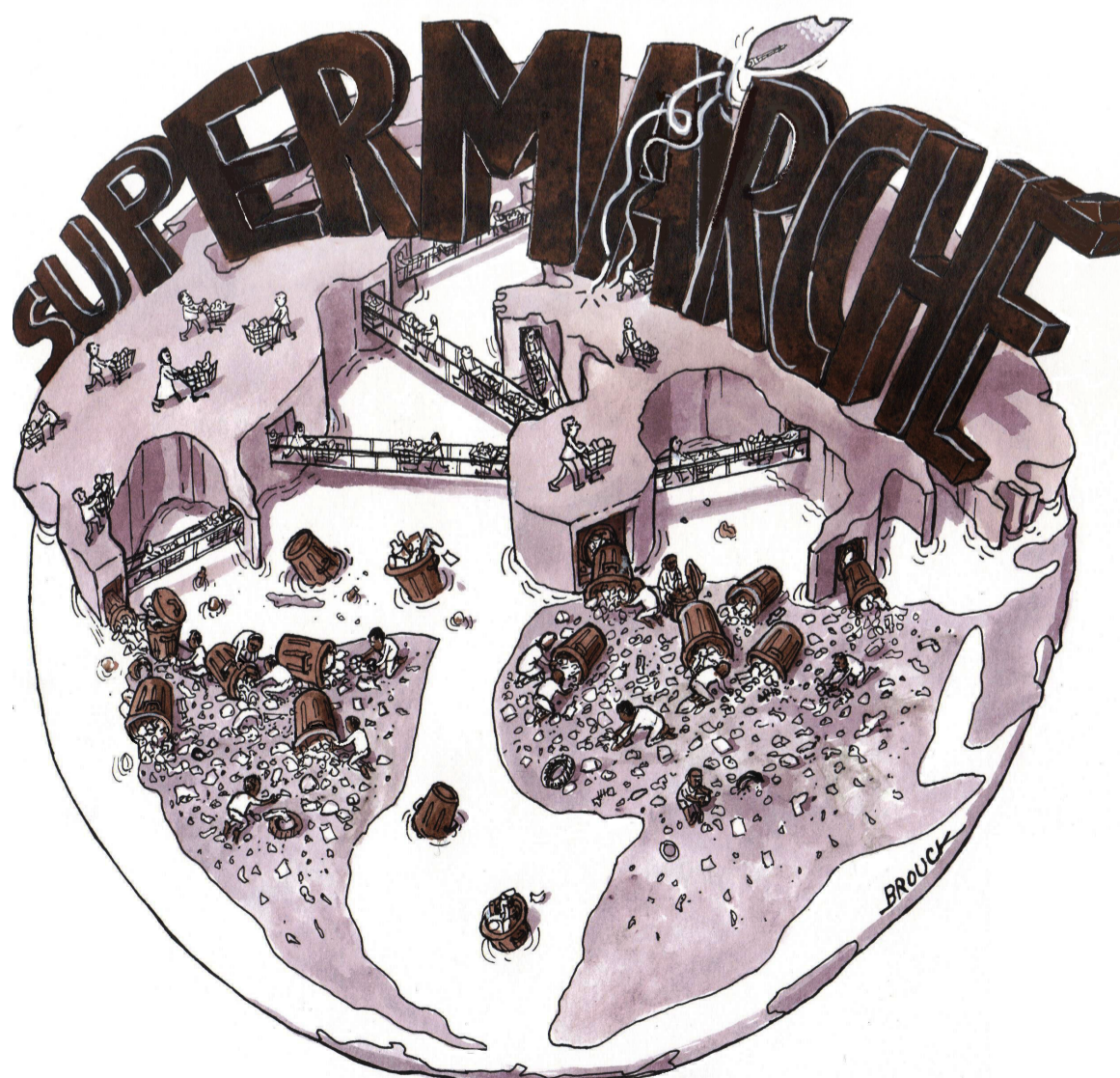
Vous iriez bien à Calais, et partout d'ailleurs, par milliers, par millions, pour passer les frontières avec des milliers, des millions de migrantEs? Pierre par pierre, et mur par mur, vous abattriez bien toutes les prisons? Vous pensez que les institutions européennes sont condamnées, et qu'il vaudra mieux les remplacer par des États socialistes d'Europe que par une meute d'États poutiniens? Vous saluez la levée annoncée de l'embargo américain sur Cuba... mais n'êtes pas dupe du piège tendu? Rabaïsser la TVA à 5,5% sur les protections hygiéniques, c'est bien... combattre réellement les oppressions

Pour le réveil, vous refusez de regarder un quelconque bêtisier à la télévision? A votre avis, Hollande et Obama sont objectivement complices de Bachar, Daesh, Erdogan, les pétro-monarchies et l'Iran dans le chaos du Moyen-Orient? Parce que ce sont les poches du patronat qu'il faudrait perquisitionner? Parce que vous avez été ulcérés de l'écrasement du peuple grec par la Troïka avec la complicité de Tsipras? A votre avis, les salariéEs d'Air France ont raison de tomber la chemise de leurs dirigeants? Parce que les exploités et les opprimés sont aujourd'hui dépourvus de toute représentation politique conséquente? Parce que vous iriez bien un coup en garde à vue avec nous, non?

Parce que votre 13^e mois est en approche terrestre et que l'achat des cadeaux est terminé? Avec nous et d'autres, vous dites « *Migrants welcome* »? Lors des dernières élections régionales, vous avez définitivement compris que le FN veut et pourrait diriger la France? Vous n'avez rien compris à l'affaire Bygmalion, si ce n'est que Sarkozy a quand même dépensé autour de 50 millions d'euros au lieu des 22 millions d'euros autorisés? Pour vous, Macron est bien plus qu'un jeune crâneur arriviste mais bien le véritable visage simplement libéral du futur « parti démocrate à l'américaine » voulu par Valls et Hollande? Parce que voir des militaires et des policiers partout ne vous rassure pas, tout au contraire?

Vous êtes scandalisé par l'annonce de nouvelles règles d'obtention des parrainages qui risquent d'empêcher toute candidature anticapitaliste en

L'image de la semaine



Vu ailleurs

Le Monde VIRÉS, LES HIPSTERS? La direction de Securitas a décidé de passer les barbes de ses salariés à la toise. Bachir B. a appris à ses dépens que la sienne était trop longue. L'agent de sécurité, qui travaille à l'aéroport d'Orly-Ouest depuis 2007, a été licencié pour faute grave le 8 décembre. On lui reproche des absences et retards « injustifiés », des bavardages « intempestifs » mais surtout le « non-respect du référentiel vestimentaire ». En clair, le port d'une barbe non « rasée de près ». [...]

Dans le courrier motivant le licenciement, la direction évoque également des retards et absences – tous concentrés en octobre et novembre –, des bavardages avec ses collègues, ainsi que le refus de faire des palpations de sécurité. [...] Le salarié conteste les retards, les bavardages. Les accusations ne sont appuyées sur aucun justificatif, en dehors des rapports hiérarchiques. Enfin, il dispose, à la suite d'un accident de travail lié aux palpations répétées, d'une dispense médicale, certifiée à l'appui. « Ma barbe ressemble à celle des hipsters. Quant aux autres reproches, je n'ai jamais eu d'avertissement mais il fallait bien qu'ils mettent quelque chose pour justifier un licenciement pour faute lourde », assure l'agent.

Sur la plateforme de l'aéroport d'Orly-Ouest, parmi ses collègues, c'est la sidération. Six autres salariés barbus ont été convoqués pour le même motif. Certains ont préféré obtempérer à la demande de leur chef et se sont rasés la barbe. « Ces collègues ont été convoqués après les attentats. Cela fait des années qu'on travaille avec eux et il n'y a jamais eu de problème. Leur barbe n'est pas exubérante, et ils la portent de cette façon depuis leur embauche », assure la déléguée CGT. À Force ouvrière, on est sur la même longueur d'ondes: « La barbe de Bachir doit faire deux ou trois centimètres et il nous faisait la bise. Pourquoi, juste après les attentats, fait-elle soudain problème? », renchérit la déléguée du personnel. Une interrogation que partage l'avocat de Bachir: « la direction de l'entreprise profite de l'état d'urgence pour se débarrasser de certains agents. Mais le Code du travail existe toujours », s'agace M^e Eric Moutet.

« État d'urgence: à Orly, des agents licenciés pour une barbe trop longue », *Sylvia Zappi, blog du Monde « Vu de l'intérieur. Observatoire de l'état d'urgence »*, vendredi 18 novembre 2015

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai: **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail: diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à: NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom: Prénom:
Adresse:
Code postal: Ville:
Mail:

Désignation du compte à débiter
IBAN:
BIC:

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS: FR4322554755

Date: Signature obligatoire

www.npa2009.org